l'Humanité



Le féminisme punk des Vulves assassines

À la Fête de l'Humanité, le groupe de rock alternatif, marxiste revendiqué, fera palpiter la scène Angela Davis au rythme de ses slogans égalitaires. P. 10



ALAIN JOCARD / AFP

Henri Leclerc, une vie de combats contre l'arbitraire

L'avocat, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, s'est éteint samedi. Il était de toutes les luttes pour la défense des libertés. P. 20

LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024. | N° 24017. | 2,70 € | www.humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité

RENTRÉE SCOLAIRE

LA RÉSISTANCE AU TRI SOCIAL

Devant l'opposition des enseignants et la crise du recrutement, le gouvernement démissionnaire ne peut déployer comme il l'entend son « choc des savoirs ». P. 2

NICOLAS GUYONNET / HANS LUCAS / HANS LUCAS VIA AFP

BELGIQUE 2,80 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3 € - MAROC 34 MAD

M 00110 - 902 - F: 2,70 €

Le « choc des savoirs » n'aura pas vraiment lieu

ÉDUCATION Douze millions d'élèves et 1,2 million de personnels font leur rentrée à partir de ce matin. Mais, entre dissolution de l'Assemblée et résistances au tri social, qu'elle renforce et structure, la réforme éducative majeure de feu le gouvernement Attal a du plomb dans l'aile.


Gelée par la dissolution,

On allait voir ce qu'on allait voir ! Gabriel Attal, successeur depuis quelques mois de Pap Ndiaye – débarqué du ministère de l'Éducation nationale lors du remaniement de juillet 2023 –, avait choisi le 5 décembre de la même année pour présenter son « choc des savoirs ». Le jour même de la publication des résultats de l'enquête internationale Pisa (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), catastrophique pour la France : un choix en forme de contre-feu qui ne devait, évidemment, rien au hasard. Moins d'un an, trois ministres et une dissolution plus tard, qu'en reste-t-il alors que cette rentrée devait être la première du déploiement de cet arsenal censé revisiter le collège du sol au plafond pour *« prendre en compte la diversité »* et permettre *« la réussite des plus fragiles sans compromettre celle des autres »*, comme l'a encore répété la ministre démissionnaire, Nicole Belloubet, le 27 août ? On peut l'écrire avant même que cette rentrée ne commence vraiment : le « choc des savoirs » est, en grande partie, un échec. Et c'est une très bonne nouvelle.

Tenant sa conférence de presse de rentrée alors qu'elle ne pense ostensiblement plus qu'à sa sortie, Nicole Belloubet, brave soldat, a voulu faire bonne figure jusqu'au bout. Elle a tenté d'habiller aux couleurs du « pragmatisme » et de la « souplesse » ce qui reste de la mesure phare du plan lancé par Gabriel Attal : les fameux groupes de niveau, en 6e et 5e, pour le français et les mathématiques. En vain : s'il a fallu attendre les derniers jours avant cette rentrée pour y voir plus clair, on sait à présent que l'opposition résolue des premiers concernés – enseignants mais aussi familles, et même parfois une partie des personnels de direction – et les conséquences d'une dissolution aux résultats pas tout à fait prévus se sont conjuguées pour mettre à mal le dispositif.

Il y aura bien des groupes, mais pas « de niveau ». Le ministère parle désormais de « groupes de besoin ».

Évidemment, il est impossible d'avoir des chiffres, en tout cas pour le moment : le Snes-FSU a en effet lancé, en fin de semaine dernière, une enquête pour recenser les collèges où des groupes de niveau tels que prévu auront été mis en place. On commencera à en connaître les premiers résultats d'ici quelques semaines. Mais la tendance est claire : dans de nombreux collèges, il y aura bien des groupes, mais pas « de niveau ». Petite précision lexicale au passage : pour tenter de contourner le reproche d'assignation et de tri social adressé aux groupes de niveau, le ministère parle désormais exclusivement de « groupes de besoin », ce qui implique que les élèves puissent aller et venir d'un groupe à l'autre, en fonction de leurs… besoins, identifiés par les enseignants. En pratique, c'est impossible : puisque ces groupes doivent se faire à petits effectifs, tout élève qui par exemple « monterait » du groupe des faibles impliquerait qu'un autre « descende » du groupe des moyens…

LES EFFECTIFS PAR CLASSE, FACTEUR CLÉ POUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

Dans les conseils d'administration des établissements, qui sont souverains quant à l'organisation des enseignements, les équipes éducatives – bien souvent soutenues par les représentants des parents – se sont mobilisées contre le tri social de leurs élèves opéré par les groupes de niveau. Elles ont parfois eu l'appui, c'est assez rare pour le souligner, des équipes de direction, tout aussi conscientes des potentiels méfaits de la mesure. À cela se sont ajoutées les difficultés matérielles : les groupes exigent une quantité de salles et, surtout, de professeurs dont, crise de recrutement oblige (chaque année, en moyenne, 15 % des postes aux concours ne sont pas



la réforme du recrutement ne permettra pas de répondre à la crise de celui-ci. CORINNE SIMON / HANS LUCAS



MAGALI BRAGARD

ÉDITORIAL

PAR STÉPHANE SAHUC

Le flou et le clair

Aujourd'hui des millions d'enfants prennent le chemin de l'école. Une rentrée scolaire, c'est un mélange d'excitation et d'appréhension. Avec quels copains, ou copines, va-t-on se retrouver ? Quel maître ? Quelle maîtresse ? Quel professeur en mathématique ou en français ? Mais, cette année, s'ajoute à ces questions une inquiétude plus générale. Car la rentrée s'annonce encore plus chaotique que les autres années. Aux problèmes systémiques du manque de moyens et du manque d'enseignants s'ajoute le grand flou quant à la mise en œuvre de la fameuse réforme du « choc des savoirs », avec sa mesure phare : les « groupes de besoin », joli euphémisme pour éviter l'expression groupe de niveau.

Et ce matin encore, aucun élève ne savait à quelle sauce il allait être mangé. En effet, chaque établissement fera comme bon lui semble. Si, grâce à la mobilisation des enseignants et des parents, l'option « tri social » semble avoir du plomb dans l'aile, une chose reste claire : pour le pouvoir macroniste, c'est le seul chemin qu'il convient de suivre, de gré ou de force. Malgré l'absence de ministre, le pouvoir mise sur une frange zélée de chefs d'établissement pour lancer le mouvement.

En refusant de s'attaquer à la crise du recrutement et au manque de moyens, l'objectif reste de ne pas permettre une éducation pour tous de haut niveau. Et peu importe si, en faisant cela, on assigne à l'école le rôle de grande lessiveuse sociale. Chaque étape de la vie scolaire devient un moment de mise à l'écart d'une partie des élèves. Un tri continu tout au long du parcours scolaire pour orienter les plus démunis vers des voies de garage et surtout favoriser l'entre-soi dans les filières d'élite. Pour une partie des classes supérieures, c'est d'ailleurs le privé qui remplit cette fonction. Les surfinancements publics de cette « école » et les récents scandales autour du collège Stanislas à Paris en sont la démonstration. La logique des groupes de niveau telle que la conçoivent les macronistes n'est qu'un rouage supplémentaire de cette machine à fabriquer de l'échec.

> Chaque étape de la vie scolaire devient un moment de mise à l'écart d'une partie des élèves.

pourvus), les collèges manquent cruellement. Résultat : de nombreux enseignants rapportent que, dans leur établissement, il y aura des groupes, mais hétérogènes – voire de simples dédoublements. Et là où, malgré tout, les groupes seront mis en place comme prévu, cela se paiera au prix fort par la suppression, faute de moyens, de dédoublements en langues ou en sciences, quand ce ne sera pas la disparition de disciplines comme le latin…

La mesure phare du choc des savoirs est donc en train de faire pschitt. Les autres ? Elles ont été dézinguées par la dissolution et, compte tenu de leur nocivité, rares sont ceux qui le regretteront. Le DNB (Diplôme national du brevet) devait devenir un « passeport » pour le lycée (autrement dit un couperet : pas de brevet, pas de lycée) ? La mesure est gelée, faute de décret, a confirmé Nicole Belloubet. Son corollaire, la création de classes de « prépa seconde » pour les recalés du brevet ? Expérimentée dès cette année à raison d'une par département, elle n'a attiré qu'à peine 1 000 volontaires. Et pour les syndicats, avec un horaire de cours allégé et sans réel programme, ce dispositif vise surtout à attendre que les jeunes concernés atteignent 16 ans, âge auquel la scolarité n'est plus obligatoire et où, donc, plus rien ne les retient dans le système scolaire. Que cet autre couloir du tri social fasse flop est donc une bonne nouvelle.

Les victoires des mouvements sociaux sont suffisamment rares et difficiles ces dernières années pour ne pas voir le verre à moitié plein et se réjouir d'un choc des savoirs si mal en point. Pour autant, rien n'est réglé. Exemple : la France continue d'être un très mauvais élève en termes d'effectifs par classe, parmi les plus élevés en Europe alors que toutes les études – et l'expérience des enseignants – montrent qu'il s'agit d'un facteur clé pour la réduction des inégalités socio-scolaires. En primaire, alors qu'il n'est plus rare de compter des classes à 30 élèves, la FSU-Snuipp mène le combat pour « 20 élèves au maximum dans toutes les classes ». Gelée elle aussi par la dissolution, la réforme du recrutement ne permettra ni de répondre à la crise de celui-ci ni d'envisager de telles mesures de progrès. Quel que soit le gouvernement à venir, la mobilisation de tous les acteurs de l'école sera donc le facteur clé. Heureux hasard : outre l'appel CGT-FSU-SUD au boycott des évaluations nationales dans le primaire (lire page 4), assorti d'un préavis de grève pour le 10 septembre, à la même date un autre préavis a été déposé par l'intersyndicale éducation de Seine-Saint-Denis. Le long et puissant mouvement exigeant « un plan d'urgence pour l'éducation » dans le département pourrait se relancer. La combativité pour défendre l'école républicaine n'a pas été dissoute.

OLIVIER CHARTRAIN

ENSEIGNEMENT PRIVÉ
L'ARGENT PUBLIC EN QUESTION

Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour demander des comptes à l'enseignement privé sous contrat, financé à 75 % par de l'argent public, comme l'avait mesuré la Cour des comptes en juin 2023. La semaine dernière, une enquête de Mediapart révélait qu'en plus des 3 milliards d'euros de subventions que les régions lui versent au titre de leurs obligations légales, 1,2 milliard d'euros viennent s'ajouter de manière supralégale. Au niveau des communes, la chambre régionale des comptes du Centre-Val de Loire a donné raison à trois municipalités du Loiret : quand des parents scolarisent leurs enfants dans une école privée d'une autre commune alors qu'une école publique existe dans leur ville de résidence, rien n'oblige celle-ci à financer leur scolarité. Quant au député Paul Vannier (FI), il a demandé au préfet d'Île-de-France la résiliation du contrat du désormais célèbre lycée Stanislas, en raison de ses multiples infractions aux règles du service public d'éducation. Le séparatisme scolaire aurait-il du souci à se faire ?

Ce qui change (ou pas) en cette rentrée

Entre annonces fracassantes qui finissent enterrées en catimini et mesures bien réelles devenues effectives en toute discrétion, il peut être difficile de savoir à quelle sauce les élèves seront mangés. Tentative pour y voir plus clair.



École élémentaire Louis-Pergaud de Mulhouse (Haut-Rhin), septembre 2023. SÉBASTIEN BOZON/AFP

Depuis un an, la valse des ministres a conduit l'éducation nationale à une frénésie de mesures. Mais, entre conséquences de la dissolution, opposition des personnels et annonces à finalité purement médiatique, on finit par ne plus savoir ce qui va devenir réalité ou pas. L'école primaire n'y échappe pas : les programmes des cycles 1 et 2 (de la petite section au CE2) ont été révisés à vitesse grand V, après un simulacre de consultation des personnels. Le résultat (qui finira de prendre effet en 2025) : un changement complet de philosophie.

APPEL AU BOYCOTT DES ÉVALUATIONS

Il ne s'agit plus tant d'acquérir des savoirs, comme la lecture et l'écriture, et de les stabiliser, que de préparer, en maternelle, au passage en élémentaire et, en élémentaire, à l'entrée au collège. Une sorte de course à l'échalote loin des proclamations sur la réduction des inégalités scolaires et les parcours individualisés, au terme de laquelle seuls les plus forts s'en sortiront.

La généralisation des évaluations nationales, désormais imposées du CP au CM2, procède du même esprit : standardiser les pratiques enseignantes, au mépris du travail et des compétences des professeurs, mais aussi des besoins des élèves. C'est d'ailleurs le point qui cristallise la colère en cette rentrée : une intersyndicale CGT Éduc'Action, FSU-Snuipp et SUD éducation appelle au boycott de ces évaluations, appel assorti d'un préavis de grève le 10 septembre. Notons au passage que, si l'expérimentation de l'uniforme est un échec flagrant, le primaire demeure le plus concerné (environ 70 écoles sur une petite centaine d'établissements).

> La grande affaire serait la disparition pure et simple des téléphones portables au sein des établissements.

170 HEURES PERDUES EN LYCÉE PRO

Au collège, le DNB (diplôme national du brevet) évolue, dans un sens jugé plutôt positif par les syndicats : l'ensemble des matières enseignées en troisième sera désormais pris en compte pour ce diplôme, la répartition entre épreuves terminales et contrôle continu évoluant : de 40/60 % dans la note finale, on passe à 60/40 %. Pour le reste, outre les mesures tombées en tout ou partie du train du « choc des savoirs » dans le virage de la dissolution, la grande affaire serait la « pause numérique », c'est-à-dire non plus l'interdiction de l'usage du téléphone portable, mais sa disparition pure et simple des enceintes des établissements. Elle sera expérimentée dans 200 collèges – où les CPE et personnels de vie scolaire s'arrachent leurs derniers cheveux à l'idée de devoir collecter, puis rendre les appareils lors des entrées et sorties des établissements…

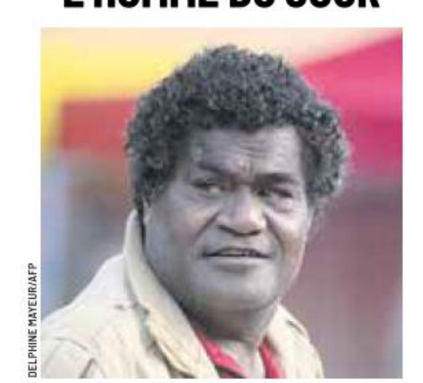
Au lycée général, plus de changement depuis l'an dernier (qui avait vu les épreuves de spécialités repoussées en juin, au lieu de mars)… malgré les nombreuses critiques qui demeurent adressées au « bac Blanquer » et à Parcoursup. En lycée professionnel, on atteint les dernières phases d'une réforme qui se solde, selon le syndicat Snuep-FSU, par la perte de 170 heures de cours – la moitié d'une année – sur les trois années de scolarité d'un élève de bac pro. « *Une drôle de manière de revaloriser le lycée professionnel* », relève le syndicat avec une amère ironie. ■

OLIVIER CHARTRAIN



«Devenir ce que quelqu'un a imaginé pour nous, ce n'est pas la liberté – c'est hypothéquer notre vie contre la peur des autres.» Deborah Levy

L'HOMME DU JOUR


DELPHINE MAYEUR/AFP

Christian Tein

Face à la stratégie de répression déployée par l'État pour sauvegarder ses intérêts en Kanaky – Nouvelle-Calédonie, le Front de libération nationale kanak et socialiste a désigné, samedi, Christian Tein comme son nouveau président. Porte-parole de la Cellule de coordination des actions de terrain (créée en novembre 2023 pour mener la contestation suite au projet de réforme du corps électoral sur l'archipel), il est à l'isolement à la prison de Mulhouse-Lutterbach (Haut-Rhin) depuis le 23 juin, à 17 000 kilomètres de chez lui, soupçonné par Paris d'avoir orchestré la révolte qui a récemment embrasé le Caillou. Une incarcération aux relents de justice coloniale, comme au temps où la France exilait les chefs autochtones récalcitrants, et que le parti de Tein, l'Union calédonienne, qualifie de *« déportation politique »*.

LUIS REYGADA

C'EST UN SCANDALE

Kasbarian aime expulser

On a les joies qu'on peut. Le 30 juillet, le ministre démissionnaire du Logement, Guillaume Kasbarian, s'est félicité sur X : *« En un an, grâce à la loi anti-squats, trois fois plus de squatteurs ont été expulsés d'un logement illégalement occupé. »* Faut-il vraiment s'en réjouir ? La loi a étendu la possibilité d'expulser des squatteurs en soixante-douze heures. Un texte existait déjà pour les résidences principales ou secondaires, il concerne désormais l'ensemble des locaux, même abandonnés. Et tant pis pour ceux qui cherchent un abri. *« On a des familles, des enfants, des personnes malades qui se retrouvent à la rue, sans avoir le temps de se retourner, alors qu'ils occupaient des locaux vides »*, rappelle Manuel Domergue, pour la Fondation Abbé Pierre. Entre les propriétaires et les enfants à la rue, le macronisme a choisi son camp.

L'œil de Bobika



LA BONNE NOUVELLE Enfin une bonne claque aux bouffées de chaleur ?

Et si on avait enfin trouvé un moyen d'atténuer sans risque les manifestations les plus répandues et les plus gênantes de la ménopause ? Des études laissent penser que l'élinzanétant serait efficace pour lutter contre les bouffées de chaleur et suées nocturnes qui frappent 7 femmes sur 10 après l'arrêt définitif de leurs règles, a révélé France Inter, le 30 août. L'essai clinique mené par le laboratoire Bayer a permis de constater une amélioration significative pour 80 % des 700 femmes âgées de 40 à 50 ans qui y ont participé. L'intérêt principal de ce nouveau traitement est qu'il serait sans risque, contrairement aux hormones, de moins en moins prescrites depuis qu'une étude, en 2000, pointait qu'elles accroissaient le risque de cancer du sein. En agissant sur les neurones responsables de la régulation de la température corporelle, l'élinzanétant, lui, pourrait soulager les femmes sans les mettre en danger. Une avancée qui doit encore obtenir une autorisation de mise sur le marché.

CAMILLE BAUER

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Diplomatie Le président français a terminé le 30 août une visite de deux jours en Serbie. Durant cette parenthèse diplomatique, Emmanuel Macron a joué la carte européenne auprès de son homologue Aleksandar Vucic, davantage tourné vers la Russie et la Chine. Un contrat de 12 avions de combat Rafale a été signé.
Logement Le Conseil d'État a annulé la section 2 du décret habitat qui permettait notamment de louer des logements en sous-sol, en dessous de 1,8 mètre ou sans fenêtre. Une victoire pour les associations de locataires et de défense du logement.
Emploi 55 % des offres postées sur le site de France Travail sont frauduleuses. C'est ce que dévoile une étude de la CGT Chômeurs, qui pointe la responsabilité des sites d'annonce de sociétés privées que l'opérateur public reprend.

LE BILLET DE MAURICE ULRICH


BRUNO ARBESU

Positiver

Youpi, c'est la rentrée. Emmanuel Macron continue d'élaborer des châteaux de sable. Attention aux vagues, la première en fin de semaine. La Seine fait des caprices. Après la pluie ce n'est pas le beau temps pour les triathlètes. On a vu en tête du défilé de la cérémonie d'ouverture la délégation afghane. Trois hommes et trois femmes. Le comité paralympique l'avait exigé des talibans. On se demande où ils sont allés les chercher. Une nouvelle loi leur interdit de chanter, de lire et de dire de la poésie, de regarder qui que ce soit d'autre que leur mari… Mais on a entendu samedi matin sur France Inter le philosophe de confort Charles Pépin qui répondait à la question : peut-on transformer des sentiments négatifs en sentiments positifs ? Non bien sûr, dit-il en résumé, mais on peut en revanche apprendre à accepter notre colère, notre honte et à en faire une force. Un message pour les Afghanes. Positiver. De l'art de présenter autrement les mêmes platitudes. Merci Charles Pépin. Si on a besoin de rien, on vous le demandera.



Louis Aliot contre la vérité

Le maire RN de Perpignan, Louis Aliot, a annoncé le 31 août que, contrairement à la coutume, la ville refusait de remettre son prix au photoreporter gazaoui Loay Ayyoub, qui a gagné le Visa d'or. Il accuse le journaliste d'une couverture pro-Hamas, alors que ses images ont été publiées dans le *Washington Post*.



Yaël Braun-Pivet et la démocratie

La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, s'est dite *« très favorable à ce qu'on rediscute un certain nombre de points de cette réforme des retraites »* sur France Inter. Mais il ne faudrait pas trop de démocratie : *« L'abrogation, ça serait quelque chose de très néfaste »*, précise-t-elle. Circulez, y a rien à voir.

Ces fantômes qui planent au-dessus du Parti socialiste

GAUCHE Alors qu'Emmanuel Macron s'apprête à nommer un premier ministre, les universités d'été de Blois ont donné lieu à des passes d'armes. Coincé entre Cazeneuve et Mélenchon, le parti s'avance vers un congrès tendu.

REPORTAGES



Blois (Loir-et-Cher), le 31 août. Discours de clôture du premier secrétaire du PS, Olivier Faure. GUILLAUME SOUVANT/AFP

Blois (Loir-et-Cher), envoyé spécial.

Ils ne sont pas là. Mais c'est tout comme. À Blois (Loir-et-Cher), où se sont tenues de jeudi à samedi leurs traditionnelles universités d'été, les socialistes (et les journalistes) n'ont à la bouche que ces noms : Bernard Cazeneuve et Jean-Luc Mélenchon. Deux fantômes du passé d'un parti qu'ils ont quitté il y a longtemps et de retour au centre des discussions. Parce que le premier est pressenti pour être nommé à Matignon par un Emmanuel Macron cherchant à fracturer le Nouveau Front populaire (NFP). Parce que le second sert d'épouvantail à l'aile sociale-libérale du PS, nostalgique de son hégémonie, qui accuse l'actuelle direction d'être inféodée au leader insoumis et à ses ambitions présidentielles.

Les années passent mais les rentrées politiques des socialistes se ressemblent. Et alors que la gauche unie prétend gouverner, le PS se livre au spectacle de la division sur fond de congrès larvé. Les tiraillements, au moins de façade, sont légion. Faut-il continuer à discuter avec Emmanuel Macron ? Faut-il rompre avec la France insoumise ? Quelle place pour la social-démocratie dans le NFP ? Lucie Castets doit-elle rester la candidate commune à Matignon, même si elle n'est pas nommée ? Comment réagir à la potentielle nomination de Bernard Cazeneuve ? Et c'est bien Blois, et sa couverture médiatique conséquente, que l'aile droite du PS a choisi pour étaler ses désaccords avec la direction d'Olivier Faure. Parfois en toute mauvaise foi.

D'après Hélène Geoffroy, cheffe de file de ce qu'il reste du hollandisme, la *« vieille maison »* de Blum et Mitterrand serait *« au bord de la rupture »* à cause des orientations stratégiques de son premier secrétaire. *« Sommes-nous un parti d'agit-prop, comme le disent les militants d'extrême gauche, qui joue la rue contre les institutions ? »* fait mine de s'interroger la maire de Vaulx-en-Velin. Le numéro un du PS serait lobotomisé par *« le bruit et la fureur »* de Jean-Luc Mélenchon, au point que les courants minoritaires – lesquels assurent peser 51 % du parti – exigent un nouveau congrès où ils iront unis pour le faire tomber.

« La détestation de Faure et de Mélenchon ne fait pas un projet », se marre un cadre socialiste. *« Jean-Luc Mélenchon est un problème. On ne le soutiendra pas à la présidentielle. On l'a déjà dit et on peut le redire encore et encore »*, rappelle Laurent Baumel, député proche du premier secrétaire qui estime que les opposants cherchent *« des motifs pour prendre le parti »*.

Pour l'aile droite du PS, Lucie Castets, désignée candidate à Matignon par les quatre formations du NFP, n'est presque plus un sujet à partir du moment où Emmanuel Macron l'a déjà récusée. *« Une succession de censures pourrait mener à Lucie Castets, qui reste notre candidate tant qu'on n'a pas de première ministre. Mais est-elle légitime pour incarner le destin de la gauche ? Les militants ont-ils voté ? Cela mérite un débat »*, pose Patrick Kanner, président du groupe socialiste au Sénat. D'autres, à Blois ou à Paris, sont plus frontaux et ne se cachent pas d'envisager l'option Bernard Cazeneuve, *« un homme d'État (…) au service de l'idéal de gauche »*, selon Carole Delga, présidente de la région Occitanie. Une hypothèse *« crédible et sérieuse »* pour Anne Hidalgo, la maire de Paris. Tous assurent tout

de même souhaiter une *« cohabitation »* avec Emmanuel Macron et jurent qu'ils ne seront pas ses *« supplétifs »* : *« Il a perdu. Il faut, par exemple, un bougé sur les retraites »*, demande Michaël Delafosse, édile de Montpellier (Hérault).

Du côté de la direction socialiste, l'option Cazeneuve n'en est pas une. Comme pour les insoumis, les communistes et les écologistes. *« Si ce n'est pas Lucie Castets à Matignon mais une autre personnalité venue de la gauche, nous n'avons aucune raison de penser que celle-ci conduira une politique de gauche »*, avance Stéphane Troussel, président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis. *« On pourra dire que c'est le retour de l'aile sociale-libérale si Cazeneuve est nommé, qu'il fait des annonces de seconde zone et que ses camarades restés au PS le soutiennent »*, pense Laurent Baumel.

« IL Y A QUELQUE CHOSE QUI DEVRAIT NOUS UNIR : REDONNER UNE PLACE CENTRALE AU PS »

« En réalité, nous craignons tous un premier ministre qui nous fracture. Ce qui se joue, c'est notre unité », avance un cadre qui, comme ses camarades de tous courants, pose des *« lignes rouges »* : hausse des salaires, fiscalité plus juste, abrogation de la réforme des retraites, défense des services publics, planification écologique.

Malgré les dissensions, les roses ont offert un accueil de rock star à la candidate du NFP pour un meeting improvisé, avec Olivier Faure, l'écologiste Marine Tondelier, l'insoumis Éric Coquerel, le communiste Léon Deffontaines et l'ex-FI Clémentine Autain. L'occasion d'envoyer un avertissement à l'aile droite. *« La gauche ne pourra peser que si elle est unie. Et ce que je dis vaut aussi pour le PS. Ceux qui pensent que c'est impossible sont priés de ne pas déranger ceux qui essaient »*, adresse Marine Tondelier aux éléphants, qui ont pour l'essentiel boycotté l'événement du NFP. *« Si nous voulons que la gauche puisse aller chercher les classes populaires, les ouvriers, qu'ils vivent en métropole ou dans les ruralités, il nous faut un cap clair »*, leur glisse Léon Deffontaines, avec en prime un clin d'œil à un effet de Raphaël Glucksmann. Et Lucie Castets de prévenir : *« Restons ensemble pour que l'espoir levé le 7 juillet ne retombe pas, et qu'on puisse changer la vie. » « Si vous allez avec la droite, vous gouvernerez avec la droite et vous serez la droite »*, résume Olivier Faure à la tribune.

> **« Si vous allez avec la droite, vous gouvernerez avec la droite et vous serez la droite. »**
> OLIVIER FAURE, PREMIER SECRÉTAIRE DU PS

« Il y a quelque chose qui devrait nous unir : redonner une place centrale au PS. Comment pourrions-nous imaginer un seul instant que nous pourrions redevenir cette force si nous sommes les briseurs de la gauche ? » a appuyé le premier secrétaire, samedi, en clôture de l'université d'été. Mais si Olivier Faure reste un unioniste acharné, il estime que seul son parti peut *« propulser la gauche »*. Il ne veut pas non plus que *« le bal des ego »* reprenne à gauche, ou alors, prévient-il, *« nous partirons seuls »*.

EMILIO MESLET

ÉLYSÉE CAZENEUVE REÇU CE LUNDI

L'ancien premier ministre socialiste Bernard Cazeneuve devait être reçu ce lundi matin à l'Élysée, près de deux mois après les élections législatives anticipées. Alors que son nom circule depuis plusieurs jours comme éventuel premier ministre, *« Bernard Cazeneuve n'est pas demandeur mais s'il le fait c'est par devoir et pour éviter des difficultés supplémentaires au pays »*, fait valoir son entourage. Les anciens présidents de la République François Hollande et Nicolas Sarkozy devaient eux aussi être reçus par Emmanuel Macron.



L'élu du NFP s'adresse aux 1600 fidèles réunis face à lui. FRANCK CRUSIAUX/AFP

François Ruffin invite la gauche à « jeter des ponts » pour « gagner »

PICARDIE DEBOUT Dans sa circonscription, à Flixecourt, le député de la Somme a fait sa rentrée politique accompagné de plusieurs représentants du Nouveau Front populaire, comme Clémentine Autain ou Sébastien Jumel. Avec un objectif : pousser son camp à « s'adresser à tous » pour « réunir la France des quartiers et celle des clochers ».

Flixecourt (Somme), envoyé spécial.

En avril, il y a la chasse aux œufs. En août, celle aux symboles politiques qui signent parfois des déclarations d'intention. Dans son bastion de Flixecourt, samedi 31 août, François Ruffin, député (Picardie debout) de la Somme, fait de sa rentrée politique une fête de village. Comme pour mieux conjurer le souvenir de sa fin d'année : son divorce avec la France insoumise et sa difficile réélection à l'Assemblée nationale. Sur le chemin qui mène aux débats pour *« gagner »*, entre l'urgence de *« se faire aimer »* et de tirer des *« leçons des deux fronts »*, un lot d'activités est parsemé. Un chamboule-tout de la Macronie, un jeu du « Qui est-ce ? » grandeur nature reprenant un certain nombre de prétendants à l'Élysée, une pétanque où il est primordial de viser juste pour l'emporter… Et des costumes de sumotori (lutteurs japonais), sont à disposition de qui veut jouer à la bagarre – pour mieux devenir des poids lourds capables d'en renverser d'autres. En fond sonore, des chants militants historiques, puis un tube des Fatals Picards pleurant une gauche *« partie »* en même temps que le père.

Aux côtés de Ruffin, pas de chefs de parti, ni de prétendants à Matignon, mais des représentants de toutes les forces du Nouveau Front populaire (NFP), élus des *« tours »* comme des *« bourgs »*. Des socialistes comme le président du conseil départemental de Seine-Saint-Denis, Stéphane Troussel ; des communistes tels que le député du Cher, Nicolas Sansu ; des écologistes, avec la présence de l'ancienne députée européenne Karima Delli. Quelques électrons libres comme Clémentine Autain, Alexis Corbière ou Pierre Larrouturou. Et deux parlementaires insoumis, Damine Maudet et Leïla Chaibi.

« BRISER LES MURS POUR FAIRE FRANCE ENSEMBLE»

« Cette journée est un modèle de respiration politique populaire, festive et joyeuse, se réjouit Sébastien Jumel, ancien député PCF de Seine-Maritime. *Aujourd'hui, la gauche est rassemblée, diverse, et ne renonce à s'adresser à aucune France. »* Car, pour l'emporter, tout ce petit monde assure être réuni autour d'un objectif commun : pousser toute la gauche à se *« réconcilier »*. *« J'entends souvent que je suis attaché à la France rurale industrielle*, observe François Ruffin. *Non, je suis attaché à la France en entier, pas à moitié. Moi, je ne veux pas diviser, je veux réunir la France des quartiers et celle des clochers. La gauche doit être le camp qui brise les murs et jette des ponts. Pour faire France ensemble ! »*

Alors que François Ruffin s'avance à la tribune pour s'adresser aux 1600 fidèles réunis face à lui, certains de ses partisans s'interrogent. Comment entend-il convertir ces intentions en chemin concret ? Va-t-il annoncer la création d'un mouvement pour peser sur ce NFP dont il regrette qu'il *« n'existe pas de lieu de débats »* ? La réponse est négative : *« On dit "Ruffin, il a une traversée du désert", si le désert c'est ne pas être dans la tambouille, ne pas à avoir à fréquenter d'apparatchiks, je signe pour les vingt-cinq prochaines années !* lance-t-il à la foule. *Pas mal de gens me disent, "nous, on veut le parti", mais le parti, il existe, c'est Picardie debout ! »* Comme un retour à la case départ.

ANTHONY CORTES



Selon l'ANSM, 42,6 % des personnes droguées à leur insu le sont dans l'espace privé.
GETTY IMAGES/TETRA IMAGES RF

En Avignon, le procès hors normes de monstres ordinaires

VIOLENCES DE GENRE Du 2 septembre au 20 décembre, la cour criminelle départementale du Vaucluse va juger 51 hommes qui ont violé l'épouse de l'un d'entre eux, sous soumission chimique.

Ce procès s'annonce exemplaire. Non par sa durée hors norme de quatre mois, le nombre effarant d'inculpés concernés ou encore l'horreur des faits qu'il va dénoncer, mais parce qu'il peut démontrer l'obscénité dont est capable Monsieur-Tout-le-Monde. Cinquante pères de famille ou célibataires jeunes et vieux, un large panel de personnes parfaitement insérées dans la société, seront jugés à partir de lundi en Avignon (Vaucluse) pour avoir violé une femme sous l'emprise de somnifères administrés à son insu. Pas des monstres, mais 50 hommes ordinaires – pompier volontaire, infirmier, journaliste, entrepreneur… – niant la gravité de leur acte. Et un mari, Dominique Pélicot, 70 ans, qui certaines nuits pendant des années droguait sa compagne, « *l'amour de (s)a vie* », pour la livrer aux fantasmes d'inconnus.

DIX ANS D'ABUS

Ce procès doit être un modèle parce qu'il a le pouvoir de démontrer le continuum de violence toléré dans notre société à l'égard des femmes et des minorités de genre. Une culture du viol qui permet à Dominique Pélicot de multiplier les blagues salaces entre copains, de photographier sous les jupes des clientes de supermarché ou sa fille sortant de la douche, d'imposer des relations sexuelles à sa femme sans consentement, de la considérer comme un objet au point de s'autoriser à donner son corps à d'autres pendant près de dix années. Ce large spectre des violences peut aussi inclure des féminicides. C'est pour cette raison que le parquet de Nanterre a tenu à creuser la piste d'un cold case, une femme violée puis assassinée à Paris en 1991, le mettant en examen dans cette affaire. Mais l'homme nie totalement ces dernières accusations.

C'est le 2 novembre 2020 que Gisèle Pélicot (1) a été convoquée au commissariat. Elle savait que son mari de 68 ans avait été pris en flagrant délit par un vigile de supermarché, photographiant sous les jupes des femmes. Mais une enquête plus poussée a mené les enquêteurs à d'autres éléments

dans son ordinateur : de nombreux clichés et vidéo d'elle, violée dans son sommeil par des hommes au visage anonyme. *« Un cataclysme »*, résume son conseil Caty Richard dans *le Parisien*, un an plus tard. *« C'est son monde qui s'effondre ce jour-là,* poursuit l'avocate. *Comment soupçonner une telle face sombre, une telle duplicité chez cet homme avec qui elle était en couple depuis près de cinquante ans ? »*

Le mari recrutait des inconnus sur un réseau social spécialisé, enfin fermé en juin dernier.

Des mois d'enquête vont permettre de saisir le modus operandi de l'époux, qui remonte à 2011 et s'est même brièvement poursuivi après son interpellation en 2020. Dominique Pélicot recrutait des inconnus sur un réseau social spécialisé, enfin fermé en juin dernier. Sans demander de contrepartie financière, il les faisait venir en toute discrétion à leur domicile de Mazan (Vaucluse), leur enjoignait de se déshabiller dans la cuisine, de se laver les mains à l'eau chaude pour éviter une sensation froide sur le corps de sa femme qui pourrait la réveiller. Le principal accusé reconnaît avoir usé de la soumission chimique en droguant lui-même sa femme au Temesta, un puissant anxiolytique, avant les rendez-vous programmés.

UNE MANIE D'ARCHIVISTE

Ce recours récurrent aux sédatifs ne sera pas sans conséquences sur son épouse : fatigue sévère, absences, la victime se plaint régulièrement de ces étranges symptômes. Elle ne comprend pas son inflammation du col de l'utérus constatée par un gynécologue. Personne ne s'en inquiète, aucun professionnel ne croise les diagnostics : le procès devrait souligner aussi les écueils de notre système médical dans le repérage des drogues et médicaments largement utilisés pour agresser sexuellement. Selon l'ANSM (Agence nationale de sécurité du médicament), 42,6 % des personnes victimes de soumission chimique l'ont été dans l'espace privé, par des auteurs connus d'elles (41,5 %). Le GHB ou « drogue du violeur » arrive bien loin derrière l'utilisation plus accessible de benzodiazépines comme le Stilnox, le Xanax, le Valium, le Temesta… mélangés à de l'alcool. Un cocktail terrible, administré régulièrement à Gisèle Pélicot, qui l'a privé d'une grande partie de sa vie sur une décennie.

« Elle va véritablement vivre pour la première fois, mais en différé, ce qui lui est arrivé, à l'audience, explique maître Antoine Camus, l'un des avocats de la victime. *On le sait, elle ignorait tout de ce qui lui était infligé. Elle n'a aucun souvenir des viols qu'elle a subis pendant dix ans. Elle va les découvrir tout au long de ces quatre mois. C'est ce qui fait de ce dossier, pour elle, une épreuve absolument terrible. »* La manie d'archiviste du mari a permis d'identifier 83 agresseurs, mais 30 ont disparu dans la nature. Cinquante et un s'assiéront cependant sur le banc des accusés, ce lundi, et beaucoup sont déjà en détention. Certains se défendent encore, assurant ne pas avoir été informés de l'état de la victime, ce que dément l'époux. D'autres ont vécu la scène jusqu'à six fois et auront du mal à se défausser devant les juges professionnels de la cour criminelle départementale d'Avignon. Longtemps prévue en huis clos, l'audience sera finalement publique. *« Le temps a fait son œuvre,* expose maître Camus. *Aujourd'hui (la victime) comprend qu'à partir de sa propre histoire, il y a beaucoup d'enseignements à tirer et sa première volonté est évidemment que ça se sache. Le silence, c'est ce que veulent les agresseurs, finalement. »*

Ce procès doit faire émerger ce que la domination et le patriarcat permettent.

Aux côtés de Gisèle Pélicot, Caroline Darian, sa fille, s'est portée partie civile. Des photos d'elle en déshabillé, endormie, ont aussi été retrouvées, sauvegardées par son père. Depuis, elle s'est investie dans le combat contre la soumission chimique, racontant son histoire dans le livre *Et j'ai cessé de t'appeler papa* (JC Lattès), et a créé le mouvement #MendorsPas, marrainé par la députée centriste Sandrine Josso, victime également de soumission chimique. Elles avaient obtenu la formation d'une mission gouvernementale sur la question, interrompue par la récente dissolution de l'Assemblée nationale…

Le procès de Mazan créera-t-il une onde de choc au même titre que celui de Bobigny en 1972, qui entraîna la légalisation de l'IVG, ou celui de Jacqueline Sauvage sur les violences conjugales ? C'est à nous tous de l'utiliser en ce sens, qu'il ne soit pas traité vulgairement comme un fait divers sensationnaliste, mais qu'il fasse émerger ce que la domination et le patriarcat permettent, et qu'il nous faut combattre en tout lieu, sur tout le spectre du continuum de violence.

KAREEN JANSELME

(1) À sa demande et avec l'accord de sa famille et de ses avocats, Gisèle Pélicot a fait savoir à la presse qu'elle souhaitait apparaître sous son nom.

(Publicité)









des **débats** au cœur des enjeux des territoires
200 exposants inscrits
10 000 élus & cadres territoriaux
15 000 m² d'espace d'exposition

DEMANDEZ VOTRE BADGE DÈS MAINTENANT !



Retrouvez le programme complet
www.espace-collectivites.com





Pour le groupe, participer à la Fête de l'Huma, c'est « un rêve qui se réalise d'année en année ».

ENTRETIEN

LES VULVES ASSASSINES « On est claires et on y croit dur comme fer »

ROCK Le trio électro-punk sera sur la Grande Scène, le 13 septembre, après s'être taillé pendant deux ans la réputation flatteuse de groupe explosif. Les deux fondatrices, **DJ Conant** et **MC Vieillard**, reviennent sur leur épopée marxiste-féministe.

Un nom délicieusement baudelairien pour une musique sans concession. Depuis leur premier album en 2019, *Godzilla 3000*, les Vulves assassines ont contribué à ressusciter le rock alternatif. Une musique vite troussée, des paroles abrasives et une énergie débordante. MC Vieillard et DJ Conant ont étoffé leur palette grâce à la guitariste Samy, pour former un trio « marxiste-féministe ». Un succès qu'elles doivent notamment à leur chanson *la Retraite*, bande-son des mobilisations de 2023. Arborant autocollants CGT ou tee-shirt de soutien à l'audiovisuel public, le combo affichera ses engagements devant un public qui lui avait réservé, l'année dernière sur la scène Zebrock-Nina Simone, un accueil brûlant. Place, désormais, à la scène Angela Davis.

Vous avez arpenté toutes les scènes de la Fête de l'Humanité. Comment vivez-vous le fait de chanter cette année sur sa Grande Scène ?

DJ Conant Quand on a créé le groupe, un de nos buts était de jouer à la Fête de l'Huma et c'est à chaque fois la même émotion, un rêve qui se réalise d'année en année.

MC Vieillard Qu'est-ce qu'on fera après ça ? Apprendre un autre métier, peut-être… On est arrivées au but ultime, il faudra en imaginer d'autres.

Vous avez fait état, cet été, d'un déferlement de haine sur les réseaux sociaux à la suite du concert que vous avez donné au festival des Vieilles Charrues. Que s'est-il passé ?

DJ Conant C'était un super concert et le public était en feu, puis une vidéo est sortie sur Internet. La fachosphère s'en est donné à cœur joie en laissant des centaines de commentaires pour le moins désagréables…

MC Vieillard Ce n'était pas juste désagréable, mais de l'intimidation pour que nous arrêtions. Ils s'y prennent très bien et ce n'est pas la première fois. À chaque fois qu'on a pu atteindre une grosse scène, comme à la Fête de l'Huma ou au Hellfest, c'est systématique : un déchaînement de commentaires de néonazis ou de masculinistes. C'est très violent, avec menaces de viol et de mort.

DJ Conant C'est aussi de l'intimidation personnelle. C'est insupportable pour eux que des nanas pas standard, avec une grande gueule, des trentenaires qui ont dépassé l'âge légal de médiatisation, aient cette visibilité.

MC Vieillard Et on n'est pas dans la séduction…
DJ Conant Leur but, c'est qu'on disparaisse de leurs écrans et des grandes scènes de musique. L'an passé, c'était lors de notre concert à la Fête de l'Humanité. Le lendemain, sur les réseaux sociaux, c'était un déferlement de haine sexiste et anticommuniste. On a été jetées en pâture à la meute de Twitter par une éditorialiste de *l'Incorrect*, un truc d'extrême droite, qui avait relayé la vidéo du concert. On a même atterri sur Radio Courtoisie, c'était la consécration ! Je ne pense pas que des groupes d'hommes qui font la même musique se prendraient ce type de commentaires dans la figure. On a une pensée tous les jours pour Aya Nakamura, qui, elle, est toute seule et se prend en plus le racisme. Mais il faut relativiser. Le déferlement de soutien a été beaucoup plus important que celui de haine.

Comment qualifiez-vous votre musique ?
DJ Conant On ne définit pas tant notre style de musique que notre positionnement. On pourrait dire qu'on fait de l'électro-punk marxiste-féministe.
MC Vieillard C'est plus un meeting déguisé que de la musique. Ce qui nous plaisait, c'était de parler d'un contenu avec une position politique très claire, enrobée dans de la musique punk. Mais depuis qu'on est écoutées, on essaie de s'appliquer un peu plus, toujours dans un style électro-punk, donc un peu bourrin.

Vous avez titré votre deuxième album *Das Kapital*. Un hommage ou de l'humour ?
MC Vieillard Un hommage ! Plein de personnes se demandent si c'est du second degré de s'afficher communiste avec un autocollant CGT. On est pourtant claires et on y croit dur comme fer. Et s'il y a de l'autodérision avec ce côté communiste et féministe, finalement, il n'y a pas de sens caché.
DJ Conant Ce n'est pas pour rien qu'il y a des comptines pour apprendre l'alphabet ou à compter jusqu'à dix. Pour nous, la musique est un moyen de transmission. On s'en est servi pour faire apprendre *le Capital*.
MC Vieillard Et ça fonctionne ! On a un public de plus en plus large. Des syndicalistes qui viennent écouter *la Retraite* prennent le côté féministe, et tout un public plutôt queer entend la lutte des classes.
DJ Conant C'est sûrement un pet de mouche dans la galaxie de la vie politique française, mais on fait notre part.

Qu'est-ce que ça vous a fait d'entendre *la Retraite* reprise dans toutes les manifestations, jusqu'à être citée par un député à l'Assemblée nationale ?
MC Vieillard Ça nous a fait marrer comme des baleines. Ce projet est né dans un garage, et il y a quelque chose d'absurde à être citées à l'Assemblée nationale. Mais ça nous flatte que nos familles nous entendent dans les cortèges et comprennent enfin ce qu'on fait. Maintenant on est rémunérées, mais pendant des années on faisait ça en parallèle de notre boulot, et tout le monde se demandait pourquoi on perdait notre temps à ces « âneries ». Et avec ce petit hymne des derniers mouvements sociaux, on est vachement fières.

Où trouvez-vous le ressort pour déployer tant d'énergie ?
DJ Conant On n'a pas fait le Conservatoire et il fallait qu'on arrive à se sentir légitimes pour monter sur scène. Parce qu'on ne sait ni vraiment chanter, ni jouer d'un instrument correctement, on écrit nos paroles et on bidouille nos instrus. Mais le public nous parle toujours de l'effet du concert qui fait lâcher les chiens. Après ça tu te sens un peu plus motivé pour aller en manif, affronter les petits tracas quand tu es une femme, queer, ou syndicaliste.
MC Vieillard Ça fait ressortir des choses pour beaucoup de gens. Il y a un côté exutoire, cathartique.
DJ Conant Quand on tient une table pour vendre nos CD ou vinyles à la fin d'un concert, pas mal de femmes viennent nous voir. C'est un peu un bureau psy. On échange et c'est cool qu'on puisse tenir ce rôle-là.

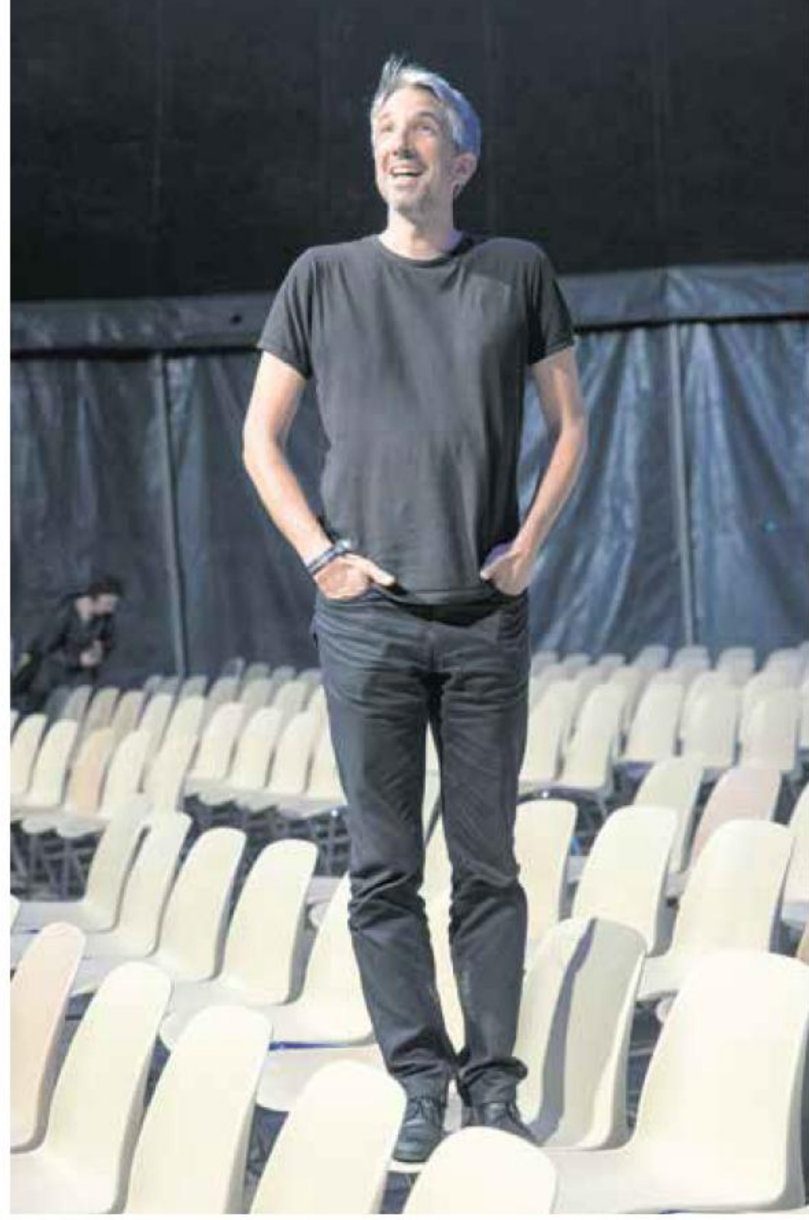
ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CLÉMENT GARCIA

GUILLAUME MEURICE
L'humour au centre de la lutte

PORTRAIT L'humoriste et ancien chroniqueur pour *le Grand Dimanche soir*, sur France Inter, animera une carte blanche sur la scène de l'Agora, le vendredi 13 septembre, à 19 h 30. Elle sera diffusée en direct sur la toute nouvelle chaîne Twitch de *l'Humanité*.

Le 13 septembre, l'Agora de la Fête de l'Humanité sera le théâtre d'une première à double titre. La carte blanche, dont le lancement est prévu à 19 h 30, sera l'occasion pour la tête d'affiche et pour *l'Humanité* de s'essayer à un exercice inédit : le streaming sur la plateforme Twitch. L'invité en question, Guillaume Meurice, chroniqueur éjecté de France Inter il y a quelques mois, coprésentera *Hasta la rigolade, siempre*, une émission en direct où humoristes, chercheurs, militants et journalistes se retrouveront pour discuter de l'importance de l'humour dans les luttes.

« On souhaite proposer 1 h 30 de discussion où l'on va, pour sûr, se marrer et, possiblement, dire des trucs intéressants, plaisante le principal concerné. *Ce n'est clairement pas moi qui ait inventé la problématique, mais c'est vrai qu'elle m'a toujours questionné. »* Cinq invités – dont les noms sont gardés secrets – seront présents sur le plateau où s'enchaîneront sketchs, débats et chroniques. La distribution, choisie par Guillaume Meurice, rassemble des profils qui n'ont pas – pour l'essentiel – l'habitude de se côtoyer régulièrement. *« J'ai choisi des invités originaires d'univers différents »*, s'enthousiasme celui qui a *« toujours aimé réunir des personnalités qui ne se connaissent pas, mais qui le devraient »*.


« On va se marrer et, possiblement, dire des trucs intéressants », plaisante la tête d'affiche. MAGALI BRAGARD

« J'AI ENVIE DE M'ESSAYER À UN AUTRE EXERCICE »

Seront présents des humoristes, *« parce que ça va parler de rigolade, même si les humoristes qui parlent de leur métier peuvent être assez ennuyeux »*, ironise-t-il. Une personnalité politique a aussi répondu à l'appel, *« car le sarcasme, l'ironie et la répartie leur sont aussi des outils indispensables »*. Enfin, une chercheuse ou un chercheur aura pour rôle de donner de la hauteur et du contexte à la discussion.

L'humour est une arme politique dont les dégâts peuvent être immenses, tant pour celui qui le manie que pour ceux qui le reçoivent. Guillaume Meurice peut en témoigner. Il a été suspendu puis licencié de Radio France, le 11 juin, pour avoir qualifié le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, de *« sorte de nazi, mais sans prépuce »*, dans une chronique. Assurer la présentation de cette carte blanche sur Twitch – un exercice inédit pour l'humoriste – apparaît donc comme un moyen de s'essayer à de nouvelles formes d'humour et d'interaction avec son public. *« J'ai quand même assuré beaucoup de seuls en scène dans ma carrière, où j'étais isolé pendant deux heures. J'ai envie de m'essayer à un autre exercice. »* Pas question, donc, de tirer la couverture à soi : *« Plus je serai en retrait, mieux ce sera*, annonce-t-il d'emblée. *J'aurai des séquences dédiées et des extraits vidéo, mais après, j'adopte un rôle de facilitateur pour les échanges, avec une liste de questions. »* D'autant plus que cette soirée s'inscrit, pour ce dernier, dans cette démarche d'*« éducation populaire »* si chère à la Fête de l'Humanité. Les viewers (nom donné aux spectateurs présents sur Twitch) pourront notamment réagir en direct dans le tchat de l'émission. L'humour aura ainsi son quart d'heure de gloire, sur le plateau comme en dehors.

TOM DEMARS-GRANJA

EN LUTTE

LÉON VEUT DES AUGMENTATIONS

Sans attendre un premier ministre, Marylise Léon (CFDT), appelle dans *la Tribune dimanche* à la hausse des rémunérations et déplore des *« employeurs biberonnés aux exonérations de cotisations qui (…) n'ont aucun intérêt à augmenter les salaires ».*

LES PETITES PENSIONS REVALORISÉES

La revalorisation des petites pensions (minimum contributif) interviendra *« au plus tard »* en octobre, avec *« rattrapage »* des douze derniers mois, selon l'Assurance vieillesse. Soit 50 à 60 euros bruts mensuels pour près d'un million de pensionnés.

MA FRANCE : QUATRE MOIS DE LUTTE

Les salariés de MA France occupent le site d'Aulnay-sous-Bois (93) depuis l'annonce de la liquidation et le refus de négocier de Stellantis, principal client. *« Ça va être le premier dossier sur lequel j'interpellerai le premier ministre ! »* a lancé Sophie Binet (CGT), vendredi.

Pavel Durov, de *Matrix* aux geôles françaises

NUMÉRIQUE Mis en examen après quatre jours de garde à vue, le patron de Telegram risque jusqu'à quinze années de prison, en France, à cause des activités illégales qui pullulent sur son réseau social.

La presse le qualifie souvent de Mark Zuckerberg russe. Mais Pavel Durov apparaît en réalité bien plus comparable à Elon Musk, patron de Twitter, qu'à celui de Meta (Facebook, Instagram…). D'ailleurs, son arrestation, il y a tout juste une semaine à la descente de son jet à l'aéroport du Bourget (Seine-Saint-Denis), puis sa mise en examen mercredi soir ressemblent à un pis-aller : à défaut du gros poisson, c'est le patron de Telegram qui se retrouve pris dans les filets de la justice. Elon Musk s'en doute et l'a assuré de son plein soutien.

Pour la première fois, un patron de réseau social doit répondre du contenu qui est publié sur sa plateforme – ce que prévoit pourtant le droit européen. Ainsi, la justice française accuse le milliardaire russe (10 à 15 milliards d'euros de fortune estimée) d'avoir laissé proliférer sur Telegram tout un ensemble d'activités criminelles : échanges de contenu pédopornographique, organisation de trafic de drogue et d'escroqueries en bandes organisées… Il est ainsi mis en examen pour une douzaine d'infractions qui pourraient tout autant concerner Instagram, WhatsApp, Twitter que Snapchat… Mais ce qui est avant tout reproché à Pavel Durov, c'est d'être encore plus réticent que ses concurrents à communiquer aux autorités les contenus des échanges qui se tiennent sur Telegram et de refuser toute politique de modération. Interdit de quitter le territoire français, il risque quinze années de prison.

« HÉROS » DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

La plateforme, qui compte près d'un milliard d'utilisateurs, est à la fois une messagerie chiffrée, mais aussi une forme de réseau social permettant de créer des chaînes publiques comme des groupes de discussion rassemblant jusque 200 000 membres, accessibles après autorisation et modérés par ses créateurs. De nombreux partis politiques s'y organisent, comme la Macronie depuis ses débuts, mais aussi quasiment l'ensemble des groupuscules d'extrême droite et une partie des djihadistes. Les échanges n'y sont pas chiffrés et sont stockés sur les serveurs que loue Telegram. Depuis quelques années, une cryptomonnaie y est aussi adossée.

Lorsqu'il s'agissait de refuser de donner au Kremlin le contenu des discussions entre les opposants russes à Poutine, de Navalni et ses soutiens en particulier, Pavel Durov était vu comme un héros de la liberté d'expression. Ce qui lui a notamment permis d'obtenir, en 2021, la nationalité française via la procédure d'« étranger émérite », poussée par Emmanuel Macron qui y voyait là un moyen de promouvoir sa start-up nation. *« Je l'ai fait pour monsieur Durov qui d'ailleurs a pris la peine d'apprendre le français, comme je l'ai fait pour Evan Spiegel (le patron de Snapchat – NDLR). C'est une très bonne chose. Et je continuerai de le faire… »* a assumé, la semaine dernière, le président, qui a rencontré le patron de Telegram à plusieurs reprises depuis 2018.

PORTRAIT

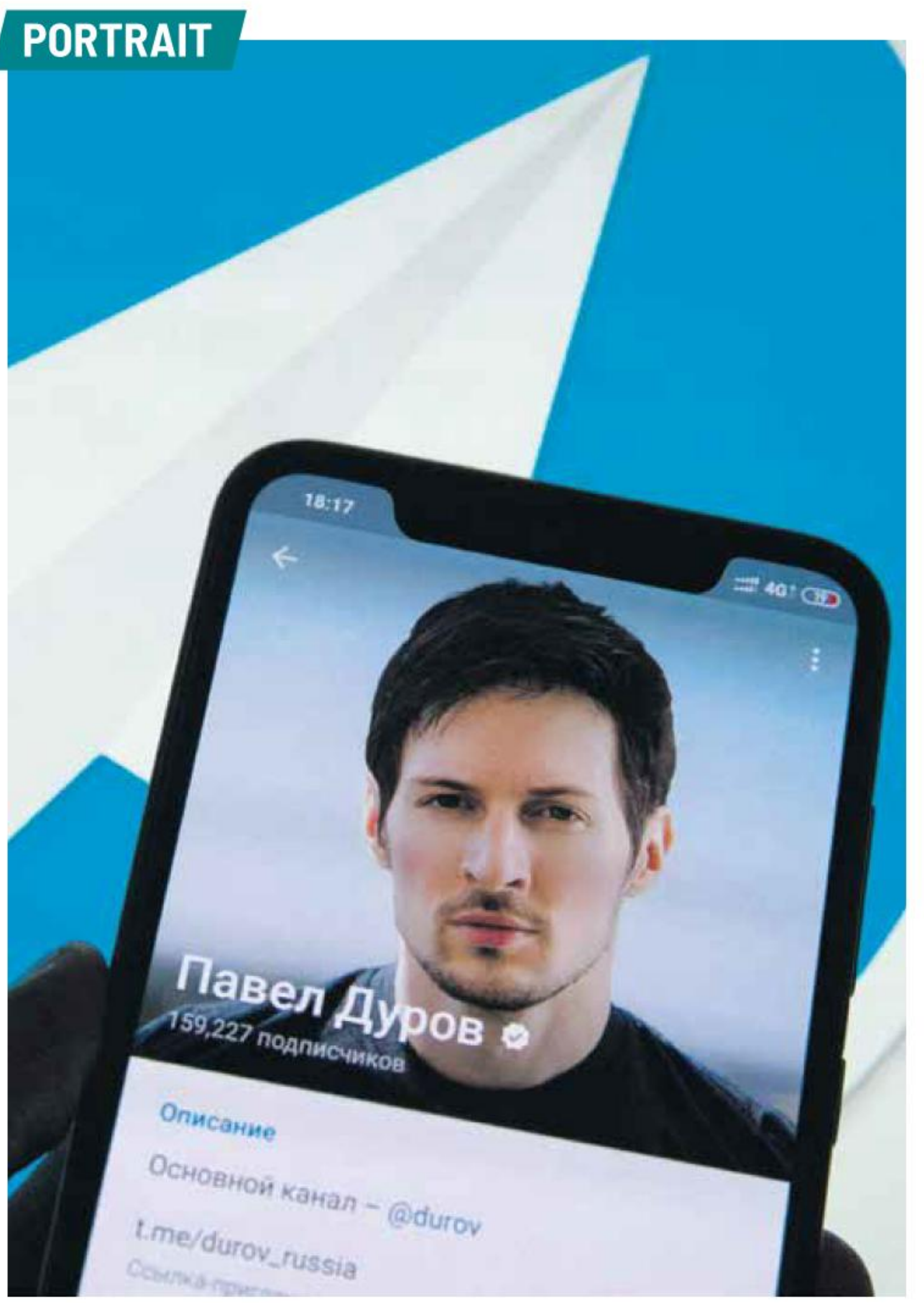


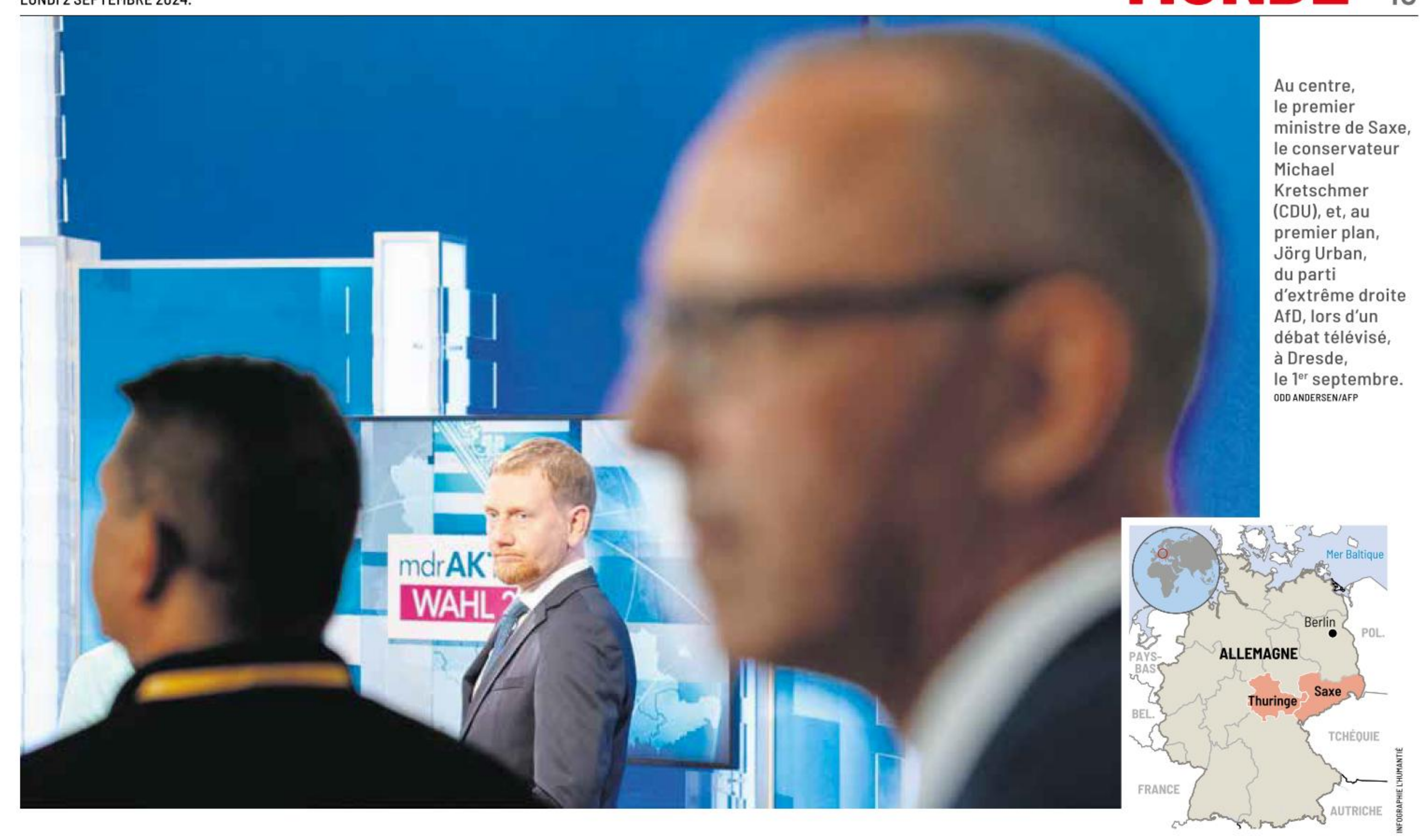
Photo du milliardaire russe issue de son propre compte Telegram. ALAMY/ABACAPRESS

FASCINÉ PAR MUSSOLINI

Ce dernier était pourtant déjà pour le moins controversé. Fasciné par *Matrix*, il met tout en œuvre – vêtements, musculation, coupe de cheveux… – pour ressembler au protagoniste principal, Neo. Au grand dépit de ses créatrices, la saga de science-fiction est devenue une référence incontournable d'une extrême droite complotiste, persuadée d'avoir pris la pilule rouge, celle qui permet de voir la réalité potentiellement dérangeante, quand la pilule bleue est choisie par ceux qui préfèrent rester dans l'ignorance.

Dès le collège, Pavel Durov se voit en « élu ». Celui qui se fait appeler « l'Architecte » ou le « Modérateur suprême » avoue sa fascination pour les grands orateurs (il cite Mussolini) et s'imagine manipuler les foules. Tout comme Elon Musk, Pavel Durov est convaincu d'être un génie et une chance pour l'humanité. Le milliardaire russe réfléchit à rendre disponible son ADN en Open Source (libre d'accès). Et s'il n'a pas (encore ?) autant d'enfants que son aîné (5 pour Durov, contre 12 pour Musk), le patron de Telegram donne son sperme partout dans le monde. *« Un devoir civique »*, selon celui qui se vante d'avoir ainsi déjà plus de 100 enfants biologiques. Le contrôle judiciaire lourd auquel il est désormais astreint, avec interdiction de quitter le territoire, le fera-t-il redescendre sur terre ?

PIERRIC MARISSAL



Au centre, le premier ministre de Saxe, le conservateur Michael Kretschmer (CDU), et, au premier plan, Jörg Urban, du parti d'extrême droite AfD, lors d'un débat télévisé, à Dresde, le 1er septembre. ODD ANDERSEN/AFP

L'AfD profite de la débâcle du « modèle » allemand

ÉLECTIONS L'extrême droite l'emporte en Thuringe et fait quasiment jeu égal avec la CDU du ministre président sortant en Saxe. Ces scrutins constituent un échec retentissant pour les partis associés dans le gouvernement du chancelier Scholz.

Les succès de l'AfD (extrême droite) aux élections régionales de Saxe et de Thuringe, ce dimanche, constituent un séisme pour le gouvernement du chancelier Scholz et la coalition tripartite (SPD/Verts/libéraux) au pouvoir à Berlin. Le rejet essuyé par les partis du gouvernement berlinois est spectaculaire. Les libéraux sont éliminés des deux Landtag (assemblées régionales) ; les Verts ne seront plus représentés en Thuringe et frisent l'exclusion sous la barre des 5 % en Saxe. Quant aux sociaux-démocrates de Scholz (8,7 % en Saxe et 6,8 % en Thuringe), ils y sont à peine admis. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) a confirmé son statut de grand favori. Bien qu'elle ait déclenché d'intenses polémiques et des condamnations sans appel à cause de ses déclarations complaisantes à l'égard du IIIe Reich, elle sort en tête du scrutin en Thuringe (31,2 %) et, à l'heure où ces lignes étaient écrites, elle talonne en Saxe (31,4 %) la CDU du ministre-président sortant, Michael Kretschmer, 31,7 % d'après les premières estimations publiées ce dimanche.

PRÉCARITÉ ET UBÉRISATION DE LA SOCIÉTÉ

L'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW) de l'ex-coprésidente du groupe Die Linke au Bundestag, qui a fait scission à la fin de l'année dernière, est l'autre gagnante du scrutin (15,7 % en Thuringe et 12 % en Saxe). Fondée sur un souverainisme social aux accents ouvertement anti-migrants, elle ne réussit toutefois à s'imposer qu'au détriment de son ex-parti, ne parvenant pas à freiner, comme elle le proclamait, l'ascension de l'AfD. Sous les 5 %, Die Linke disparaît du Landtag de Saxe et perd le seul ministre-président qu'elle possédait en Thuringe depuis 2014 en réalisant seulement 12,4 % des voix (contre plus de 31 % en 2019).

L'AfD doit son succès à la crise de confiance très aiguë qui affecte les autres partis et à tout un modèle politique destiné à prévenir tout écart à l'égard des consensus, néolibéral et atlantiste. La formidable expansion des souffrances sociales qui affectent le pays touche ■■■

l'Humanité
LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024.

plus particulièrement les populations d'Allemagne orientale. En Saxe et en Thuringe, moins d'un tiers des salariés sont ainsi couverts désormais par un accord tarifaire (Tarifvertrag), l'équivalent de nos conventions collectives. C'est dire le niveau endémique de la précarité et de l'ubérisation de la société dans ces Länder. À noter que le BSW de Wagenknecht, qui réclame un retour au vieux compromis social-démocrate, trouve sans doute là une partie de son succès pour sa première apparition dans des élections régionales.

L'intense déréglementation sociale entamée au début de ce siècle alimente une formidable crise politique et sociale qui nourrit frustrations et ressentiments, si propices à la démagogie, au complotisme et au racisme d'une extrême droite vierge de tout exercice du pouvoir.

L'horreur de l'attentat djihadiste de Solingen (trois morts – voir *l'Humanité* du 27 août), commis par un jeune islamiste, réfugié syrien sur le territoire allemand, a été promptement instrumentalisée, la coprésidente de l'AfD, Alice Weidel, réclamant un gel pur et simple de toute immigration *« sur les cinq prochaines années »*. Elle a pu d'autant mieux le faire que la CDU, les libéraux, le BSW de Wagenknecht et le SPD lui ont emboîté le pas pour désigner les migrants à la vindicte. Jusqu'à Olaf Scholz qui s'est prononcé pour *« une sélectivité accrue »* dans l'obtention du droit d'asile. Et le chancelier d'enclencher une expulsion, mise en scène de façon spectaculaire, de réfugiés afghans vers Kaboul.

LA CRAINTE D'UNE ESCALADE GUERRIÈRE

Le consensus ambiant sur le tournant ultra-atlantiste de la politique étrangère de Berlin à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine alimente aussi la défiance de l'opinion. L'annonce du déploiement de missiles états-uniens de longue portée d'ici à deux ans sur le territoire allemand par le chancelier Scholz lors du dernier sommet de l'Otan, début juillet, à Washington, suscite outre-Rhin les pires craintes de voir l'Allemagne happée par une escalade guerrière.

L'AfD en a tiré profit. Car elle prône un statu quo avec Moscou pour le rétablissement des livraisons de gaz russe bon marché, présenté comme un moyen de dompter l'inflation et de rétablir le pouvoir d'achat. L'Alliance Wagenknecht, qui se dit ancrée dans la tradition pacifiste allemande et dénonce les dangers de l'escalade, en a également bénéficié. À l'inverse de Die Linke, qui formule pourtant cette exigence pacifiste de longue date, mais, il est vrai, sans rien atténuer de la condamnation de l'agression engagée contre l'Ukraine par Vladimir Poutine.

En Saxe, le ministre-président Michael Kretschmer n'a pas hésité à prendre à contre-pied la ligne ultra-atlantiste de son propre parti, la CDU, pour revendiquer haut et fort une baisse des aides à l'Ukraine comme une issue diplomatique au conflit. Un choix qui semble lui avoir permis de se maintenir d'une très courte tête en pole position. Et d'envisager, au vu des résultats, la possibilité de rester au pouvoir en substituant à l'alliance de gouvernement actuelle avec le SPD et les Verts une nouvelle coalition dont la mise en place s'annonce rude, avec le BSW de Wagenknecht et le SPD de Scholz.

En Thuringe, le discours social et pacifiste de Die Linke n'a pas résisté à la poussée de tous les populismes. Le parti perd la direction du Land, en dépit du niveau de popularité élevé du ministre-président sortant, Bodo Ramelow. Avec quelque 12 % des voix, il est distancé par le BSW de Wagenknecht (15,7 %).

Plusieurs jeunes dirigeants de Die Linke appellent la formation de gauche, en grand danger et menacée de disparaître du Bundestag en 2025, à *« un tournant »*. Ils critiquent les atermoiements de l'actuelle direction nationale du parti pour réclamer une remise à jour fondée sur la nécessité d'une rupture *« bien plus crédible »* avec le modèle politique consensuel si impitoyablement sanctionné par les électeurs de Saxe et de Thuringe, ce dimanche.

BRUNO ODENT



RONEN ZVULUN/REUTERS

À Jérusalem, le 1er septembre, mémorial en hommage à l'une des victimes du Hamas.

Six otages israéliens retrouvés morts dans la bande de Gaza

PROCHE-ORIENT Ce dimanche, les corps de six personnes enlevées par le Hamas le 7 octobre 2023 ont été découverts par l'armée israélienne à Rafah. Celle-ci a lancé une nouvelle opération militaire en Cisjordanie occupée.

Bientôt un an. Depuis onze mois, les Gazaouis survivent et meurent des attaques israéliennes, des maladies ou des carences. Et chaque jour cet insupportable massacre s'est affiché sur nos écrans de téléphone, jusqu'à la nausée. Plus que l'horreur qui frappe aveuglément hommes, femmes et enfants, le monde voit surtout l'impuissance de la communauté internationale, inapte à faire cesser la folie meurtrière de Benyamin Netanyahou. *« Nous vous poursuivrons, nous vous attraperons et nous réglerons votre compte ! »* a encore lancé le premier ministre au Hamas, ce dimanche, après la découverte par l'armée israélienne de six otages morts dans la bande de Gaza.

« Celui qui tue des otages ne veut pas d'un accord », a-t-il affirmé après des mois de négociations entre les belligérants et les médiateurs égyptiens, qatariens et états-uniens pour un cessez-le-feu, malgré le soutien inconditionnel de Washington à Tel-Aviv. Joe Biden s'est dit *« dévasté »* par la découverte des corps. Du côté du parti islamiste, Ezzat Rishq a réaffirmé qu'Israël était *« responsable de la mort »* des otages car *« il s'entête à poursuivre sa guerre génocidaire (…) et à fuir tout accord de cessez-le-feu »*. *« Certains faisaient partie de la liste des otages à libérer »*, a ajouté un autre cadre du Hamas. La centrale syndicale israélienne a appelé à une *« grève générale »* dès ce lundi, pour réclamer le retour des 97 Israéliens encore retenus dans la bande de Gaza, et contre l'administration Netanyahou.

CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA POLIO

Sous couvert de lutte « antiterroriste », 40 738 personnes, en grande majorité des civils, ont été tuées sous les bombardements depuis l'attaque du 7 octobre 2023. Et la mort ne semble pas sur le point de déserter la région. Depuis le mercredi 28 août, l'armée israélienne a lancé une nouvelle opération militaire la Cisjordanie occupée, où elle a tué 22 Palestiniens, portant le bilan à 650 victimes depuis octobre, selon les Nations unies. À Jénine, dans le nord du territoire, des bulldozers ont été aperçus en train de détruire des rues entières de la ville.

Depuis le début du week-end, les Palestiniens répliquent en attaquant des colonies israéliennes. Trois policiers y ont été tués ce dimanche – *« une opération héroïque de la résistance »* et *« une réponse naturelle aux massacres »*, selon le Hamas – et 23 depuis le début du conflit, selon le commandant israélien Ouzi Levy. À côté de lui, l'extrémiste et ministre de la Sécurité publique Itamar Ben-Gvir a lancé un énième appel au meurtre : *« Au lieu de libérer des terroristes, il faut leur tirer une balle dans la tête. »*

Ce dimanche, la campagne de vaccination à grande échelle contre la poliomyélite a débuté dans la bande de Gaza. Un cas avait été détecté, et Israël a accepté des pauses humanitaires de trois jours pour vacciner quelque 640 000 enfants de moins de 10 ans. *« Il y a un survol important de drones au-dessus du centre de la bande de Gaza et nous espérons que cette campagne de vaccination pour les enfants se passera dans le calme »*, a déclaré le docteur Yasser Chaabane, directeur de l'hôpital Al-Awda de Jabalia à l'AFP. En raison notamment des routes endommagées et de la population déplacée, l'Onu a indiqué qu'elle pourrait nécessiter plus de temps.

AXEL NODINOT

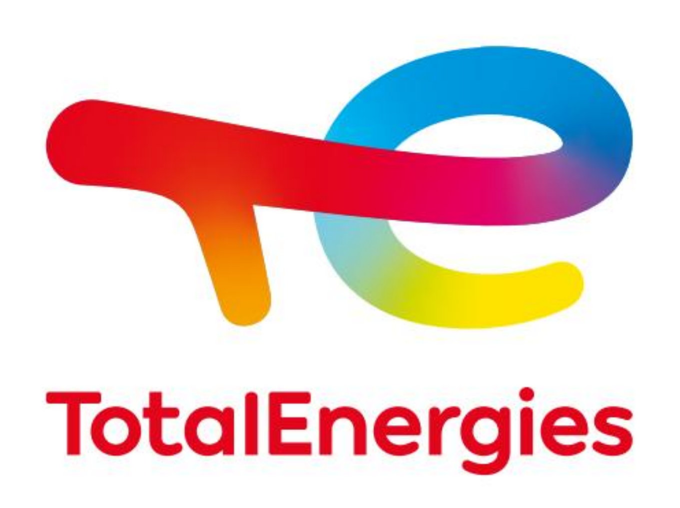
TotalEnergies innove pour le pouvoir d'achat.

Pour ses **clients électricité et gaz**, TotalEnergies plafonne le prix des carburants en station à **1,94 €/L**(1) au lieu de 1,99 €(2).



Pour bénéficier de l'Avantage Carburant :

- ☑ Vous êtes client électricité/gaz de TotalEnergies.
- ☑ Vous activez l'Avantage Carburant dans votre application.
- ☑ Vous recevez votre carte Club TotalEnergies gratuite.
- ☑ Le plafond de 1,94 € s'applique à chaque passage en station.



TotalEnergies

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Pour devenir client électricité/gaz :





Service & appel gratuits



(1) **« Avantage Carburant » : offre soumise à conditions, valable pour toute souscription à partir du 02/09/2024** par téléphone, par e-mail, sur l'application ou l'espace client TotalEnergies Électricité et Gaz France ou sur le site totalenergies.fr. Offre réservée uniquement aux clients particuliers cumulativement titulaires d'un contrat de fourniture d'électricité et/ou de gaz avec TotalEnergies Électricité et Gaz France, et adhérents au programme fidélité gratuit du Club TotalEnergies. **Plafonnement du prix du litre de carburant à 1,94 € sur les carburants concernés, dans la limite de 2 prises de carburant maximum par jour et de 2 000 litres de carburant achetés par année calendaire,** dans les stations du Réseau TotalEnergies participantes en France métropolitaine (hors Corse), et sous réserve de la présentation préalable de la carte Club TotalEnergies auprès d'un hôte de caisse ou du terminal de paiement. **Conditions de l'opération susceptibles d'évoluer. Plus d'informations sur l'opération « Avantage Carburant » dans le règlement disponible sur totalenergies.fr. (2) Le prix de 1,99 €/L correspondant au prix plafonné dans les stations TotalEnergies participantes depuis le 01/03/2023 valable pour tout client en station TotalEnergies sur les carburants éligibles.**

TotalEnergies Marketing France, SAS au capital de 390 553 839 euros - 531 680 445 RCS Nanterre - siège social : 562 avenue du Parc de l'Île 92000 Nanterre. TotalEnergies Électricité et Gaz France, SA au capital de 5 164 558,70 euros - 442 395 448 RCS Paris - siège social : 2 bis rue Louis Armand 75015 Paris.

28 La nageuse espagnole Teresa Perales (48 ans) a décroché sa 28e médaille paralympique en terminant 3e du 50 m dos (S2) samedi, et égale la légende des JO Michael Phelps en nombre de breloques.



Insolite Le ping voit double

Un mois après avoir disputé les JO, les pongistes brésilienne Bruna Alexandre et australienne Melissa Tapper sont entrées en lice, dimanche, aux jeux Paralympiques. Une première pour la Sud-Américaine, amputée du bras droit à l'âge de 13 mois après un vaccin qui a dégénéré en thrombose, mais pas pour l'Australienne, qui s'était déjà qualifiée pour Rio 2016 et Tokyo 2020, malgré une paralysie du bras droit à la naissance. Si elles n'ont pas dépassé, il y a un mois, les 8es de finale, elles font désormais figure de favorites, puisque, au Japon, la première avait remporté l'argent en individuel et la seconde, l'argent par équipe.

FRÉQUENTATION

Plus familiale, l'inédite ambiance des « Paras »

Stades quasiment pleins, ambiance bon enfant et bruyante, les jeux Paralympiques sont déjà un succès. Et une opportunité, pour les moins aisés et les vacanciers, de participer enfin à la fête.



Le public qui assiste aux épreuves paralympiques s'avère très majoritairement tricolore. VINCENT CURUTCHET/KMSP/AFP

Au pied du pont Alexandre-III, les trois sœurs Benrama, entre 8 et 13 ans, s'agglutinent autour du smartphone de leur mère Aïcha. Elles regrettent que celle-ci ne l'ait pas allumé avant de partir de Drancy, à 7 h 30 ce dimanche, vers l'épreuve de triathlon, finalement reportée au lundi. Jugée responsable, Aïcha cherche à se rattraper sur la billetterie en ligne, en quête des rares places encore disponibles pour assister aux épreuves du jour. Quatre restent pour l'athlétisme : direction le Stade de France.

« À 15 euros la place, c'est un billet que je ne pensais pas mettre, mais bon, c'est une fois dans leur vie », concède la mère, auxiliaire de vie, et qui regrettait, un mois plus tôt, de ne pouvoir offrir à ses enfants la possibilité de vivre l'expérience olympique à deux pas de chez eux. *« La gratuité du triathlon, c'était super ; là, ce sera lundi, jour de rentrée des classes… C'est vraiment dommage de ne pas avoir organisé les Paralympiques une semaine avant »*, déplore-t-elle.

Nombreux sont les parents à exprimer le même regret lors de ces jours de compétition qui ont vu les enfants investir massivement les tribunes. Les cris se sont donc faits plus aigus dans les stades depuis jeudi, avec une intensité qui n'avait souvent pas grand-chose à envier aux ambiances électriques vécues un mois plus tôt. À plus forte raison lorsque les Bleus brillent, puisque, contrairement aux JO et leurs nombreux supporters étrangers, 93 % du public des Paralympiques est français, selon l'organisateur.

JEANNE, 9 ANS, FAN DE CÉCIFOOT

Dès jeudi, l'ambiance extraordinaire de la Défense Arena, pour accompagner le titre d'Ugo Didier, en paranatation, rappelait les soirs de gloire de Léon Marchand. La verrière du Grand Palais a aussi vibré pendant les épreuves de taekwondo. Calme la plupart du temps, le public a eu la chair de poule en hurlant à chaque point inscrit par ses favorites : la réfugiée afghane Zakia Khudadadi en bronze et la Française argentée Djelika Diallo.

Et même si toutes ne font pas le plein, certaines épreuves uniquement paralympiques offrent une atmosphère inédite. Le silence étant imposé pendant les matchs de goalball et de cécifoot, l'explosion du public à chaque but n'en est que plus exaltante. *« En fait, on donne tout quand on a le droit »*, sourit Jeanne, 9 ans, devant son premier match de cécifoot, au pied de la tour Eiffel.

L'engouement des spectateurs n'est pas feint. Et délesté de toute injonction à devoir apprécier ces athlètes parce qu'ils seraient handicapés, il n'est pas terni, à quelques exceptions près, de regards misérabilistes. Le public des JP découvre des sports, apprécie le talent des athlètes et afflue vers les deux plus grandes stars de Paris 2024 : la mascotte et la vasque.

Dans chaque site, les queues sont longues pour se prendre en photo avec Phryge, décidément

«Nos villes sont détruites et nous, athlètes, devons montrer à nos concitoyens que l'Ukraine est forte et puissante. Je me sens investie d'une grande responsabilité, et je veux inspirer notre peuple à se battre.» L'UKRAINIENNE OKSANA ZUBKOVSKA (43 ANS), QUI A REMPORTÉ CE DIMANCHE SA 5e MÉDAILLE D'OR PARALYMPIQUE CONSÉCUTIVE EN SAUT EN LONGUEUR (T12) AVEC UN SAUT À 5,78 M.



Performance
L'aviron rame mieux

Après le zéro pointé aux JO, l'aviron français respire avec le bronze de Nathalie Benoit en skiff catégorie PR1 (paralysie jambes et tronc) et en quatre barré mixte PR3 (légers troubles de la coordination), composé d'Émilie Acquistapace, Margot Boulet, Grégoire Bireau, Rémy Taranto et Candyce Chafa.

omniprésente : en peluche dans les bras des plus jeunes, en bonnet révolutionnaire version kitsch ou en bob sur les têtes d'Alex et de Kylian Portal, médaillés d'argent et de bronze sur le 400 mètres nage libre réservé aux déficients visuels, samedi.

Même ferveur à l'entrée du jardin des Tuileries, où chaque soir des centaines, voire des milliers de personnes affluent pour voir la vasque-montgolfière monter dans le ciel de la capitale. Beaucoup sont des Parisiens venus rattraper le temps perdu. *« Je suis dégoûté d'être parti pendant les JO, j'ai eu tort,* concède Jérémy, étudiant à Sciences-Po. *Heureusement, les Paras permettent de voir des épreuves pour beaucoup moins cher et des moments féeriques, comme cette vasque qui prend son envol. »*

Des étoiles plein les yeux, Jérémy court vers le Club France pour une soirée de fête. Comme un mois plus tôt, la grande Halle de la Villette, cette fois gratuite, affiche complet chaque jour, bien que l'écran géant y a peu de succès, même pendant les exploits tricolores. *« L'ambiance est différente, c'est plus familial, avec moins d'emballement pour les performances sportives*, reconnaît un membre du staff du club France. *C'est quand même un bel engouement, même si on doit faire le deuil de la folie qu'on a vécue chaque jour il y a un mois. »*

Idem, au centre de Paris où sont concentrés la plupart des sites, l'atmosphère suspendue des JO, quand toute la ville semblait vivre au rythme olympique, n'est pas tout à fait la même. Mais faut-il vraiment jouer au jeu de la comparaison ? *« Les JO, c'est le plus grand événement au monde, il ne faut pas retenir que ce serait moins bien, c'est juste différent et surtout unique »*, philosophe Denis, 52 ans, qui aura vécu et apprécié les deux événements en tribune.

Reste à espérer que cette ambiance particulière perdure malgré la rentrée scolaire. Même si, le week-end prochain, plusieurs familles, comme les Benrama, promettent de *« vivre la fête à fond »*, avant de refermer définitivement la parenthèse Paris 2024. ★

FLORENT LE DU

PARACYCLISME

Sur la piste, moisson de médailles françaises

Trois médailles d'or, deux d'argent et deux de bronze. Au vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines, l'équipe de France n'a pas démérité durant ces trois jours, sous les encouragements de supporters aussi nombreux que chaleureux.

Le vélodrome de Saint-Quentin-en-Yvelines aura été le théâtre de belles performances tricolores. Après l'ouverture du palmarès paralympique français avec une médaille d'argent, jeudi, dans le contre-la-montre (500 m) en catégories C4 et C5, Marie Patouillet, 36 ans, a fait encore mieux, dimanche, en s'adjugeant l'or sur la poursuite individuelle (C5), battant sa compatriote Heïdi Gaugain, qui reçoit la médaille d'argent. Marie Patouillet, médecin militaire et militante LGBT, est née avec une malformation du pied gauche et une différence de longueur importante entre les deux jambes. Elle a tout donné durant cette course qui était sa dernière avant de raccrocher les cale-pieds. C'est dans un état d'épuisement palpable et soutenue par ses deux « dauphines » qu'elle a reçu sa médaille.

Alexandre Léauté et Dorian Foulon ont également fait résonner *la Marseillaise*, vendredi et samedi. Le premier, né à Saint-Caradec au cœur de la Bretagne, victime d'un AVC à la naissance qui le prive de 95 % de la puissance de sa jambe droite, a pédalé pendant 3 000 mètres sous la clameur ininterrompue du public français et breton, avant de remporter l'or en battant de plus de deux secondes son concurrent, le Belge Ewoud Vromant, à l'épreuve de poursuite individuelle, dans la catégorie C2. Le lendemain, Dorian Foulon, 26 ans, recevait, très ému, sa breloque dorée sous un tonnerre d'applaudissements, avant d'être félicité par Tony Estanguet, présent samedi afin d'encourager les Bleus.

GONFLÉS À BLOC

Les médaillés d'or Patouillet, Léauté et Foulon font partie des 26 para-athlètes et 2 anciens militaires blessés de haut niveau engagés dans l'Armée des champions du ministère de la Défense sur les jeux Paralympiques de Paris 2024. Outre ces trois titres olympiques, Alexandre Léauté et Gatien Le Rousseau ont obtenu le bronze, samedi, respectivement en contre-la-montre 1 000 mètres, catégories C1-C3 et 4 000 mètres, catégorie C4. Le Rousseau, pour sa première participation aux JP, a remporté la médaille de bronze à l'issue d'un duel 100 % tricolore contre Kévin Le Cunff, champion du monde 2023 à Glasgow et médaillé paralympique à Tokyo en 2021. L'équipe française de paracyclisme sur piste, en vitesse par équipes sur 750 m, catégories C1 à C5, composée de Léauté, Le Rousseau et Le Cunff, a fait une honorable performance en arrivant à la quatrième place, dimanche.

Les paracyclistes français donnent rendez-vous à leurs chaleureux supporters sur les épreuves sur route, à partir de mercredi. Les Bleus, qui en ont encore sous la pédale, ont pour ambition, au tableau des médailles, de propulser la France encore davantage. ★

EUGÉNIE BARBEZAT

LA CHRONIQUE DE GÜLER KOCA
SPÉCIALISTE DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION À L'OIT, EX-MEMBRE DE L'ÉQUIPE DE FRANCE DE GOALBALL



Condamnées à l'entre-soi ?

L'accessibilité de Paris 2024 est loin de permettre à toutes et à tous d'assister aux Jeux de façon équitable et avec un accès total aux épreuves. Prenons l'exemple des spectateurs non ou mal voyants. Les Jeux comptabilisent 3 562 heures d'épreuves, mais seules 13 % d'entre elles ont été ou seront audiodécrites, soit 460 heures. Par déduction, 3 102 heures de sessions de Paris 2024 resteront inaccessibles à une partie du public. Autant compter sur sa bonne étoile pour que la session à laquelle on veut assister soit dans le lot.

L'audiodescription m'a donné le sentiment d'être à nouveau sur le terrain, en tant qu'ancienne joueuse de goalball, puisqu'elle me permet de savoir quel joueur a la balle, sa position de tir, la qualité défensive de l'adversaire. Mais au vélodrome, jeudi, je dépendais de mes proches pour interpréter les clameurs de la foule lors du passage des cyclistes. Sur ce fond d'accessibilité hasardeuse, ce qui interpelle, c'est que les trois quarts des heures d'audiodescription aient été allouées aux jeux Paralympiques. Six pour cent des épreuves olympiques de Paris 2024 ont proposé ce service sur site, contre 31 % pour les épreuves paralympiques. Comme si les personnes handicapées étaient condamnées à rester entre elles, à ne s'intéresser qu'aux événements connotés handicap. Dans ce cas, on se mobilise souvent un peu plus. Ce qui se constate dans divers domaines. Dans les médias, une vidéo sur le handicap a bien plus de chance d'être accessible qu'une autre sur le réchauffement climatique. Lors des journées annuelles consacrées au handicap en entreprise, on pense à vérifier s'il y a une rampe d'accès sur les lieux, des toilettes PMR, pourquoi pas proposer des programmes en braille… Tout va bien, on a coché les cases, on se félicite, et la société peut de nouveau continuer à tourner comme avant.

Le chemin pour faire de l'accessibilité une norme et non une exception, pour paraître vertueux à un instant T, reste très long. Et, souvent, c'est aux personnes handicapées de se démener pour le raccourcir, alors que cela relève de la responsabilité collective. Récemment, la journaliste Laetitia Bernard a été choisie pour animer une émission de football sur TV Monaco. *« Sérieusement ? Ils vont oser mettre quelqu'un qui ne voit pas à l'écran, régulièrement, et sans avoir à parler de handicap ? Chouette, on y va ! »* s'est-elle extasiée sur sa page Facebook. Des mots subtils qui traduisent le bonheur d'avoir pour une fois été contactée pour ses compétences professionnelles et non pour l'assigner à un rôle stigmatisant. Et en prime à la télé, où l'image des corps « valides » fait office de norme, tandis que la cécité est dépeinte comme un bouleversement. ★



L'animateur fera sa rentrée avec son show *Touche pas à mon poste*, toujours sur C8, et en direct. JACK TRIBECA/BESTIMAGES/C8

TPMP, le baroud d'horreurs

TÉLÉVISION

Cyril Hanouna revient ce lundi en direct sur C8 avec *Touche pas à mon poste*. L'animateur star de Bolloré, invité de sa propre émission, a déjà annoncé vouloir régler ses comptes avec l'Arcom, qui n'a pas renouvelé la fréquence TNT de la chaîne de son milliardaire de patron.

Ce 2 septembre marque le début d'une nouvelle ère pour le paysage audiovisuel français. Il est synonyme de rentrée pour *Touche pas à mon poste* (*TPMP*), talk-show multicondamné et plateforme populiste du milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré. Il lance surtout un compte à rebours qui doit prendre fin le 28 février 2025, date fatidique pour C8, dont la fréquence n'a pas été renouvelée par l'Arcom, le régulateur de l'audiovisuel français, en juillet. La chaîne du groupe Canal Plus disparaîtra donc de la TNT, pour laisser sa place à OFTV (groupe Ouest-France) ou RéelsTV (Czech Media Invest), deux nouvelles venues. Pour ce retour, l'animateur Cyril Hanouna l'a annoncé : il sera l'invité de sa propre émission. Laurence Ferrari, tête d'affiche de CNews, se chargera de mener « l'entretien ». De quoi permettre au présentateur et producteur de dérouler sa véhémence contre la décision de l'Arcom, comme il l'a annoncé en direct sur Europe 1. *« Nous avons simplement déposé une candidature pour défendre un projet,* rappelle un cadre du groupe Ouest-France interrogé par *l'Humanité* et préférant rester anonyme. *C8 et les autres ne sont pas dans notre champ de vision. Nous n'avons pas à nous poser en soutien ou en opposition de qui que ce soit. »*

Le retour d'*On marche sur la tête* sur Europe 1, autre émission d'Hanouna, depuis le lundi 26 août, permet d'avoir un avant-goût de sa stratégie. En une semaine, l'animateur y a déjà fait scandale en proposant à Thaïs d'Escufon, militante d'extrême droite et ancienne porte-parole de Génération identitaire, de devenir chroniqueuse. Cette dernière a finalement été écartée à la demande de Constance Benqué, présidente de Lagardère News (maison mère d'Europe 1), selon les informations de Puremedias. L'animateur chien de garde du groupe Bolloré s'en est aussi pris à des journaux tels que *Libération*, *le Monde* et *l'Humanité*, qui, selon lui, *« ont fait énormément de mal à la France, ces derniers mois »*. Les trois titres de presse ont en commun d'avoir donné une grande place dans leurs colonnes à la décision de l'Arcom.

Le plan semblait pourtant parfait. D'un côté, la mise en place d'une plateforme pour vilipender la gauche, lors des législatives anticipées, avec une émission quotidienne sur

Europe 1, devait porter l'union des droites en tête des élections. De l'autre, les pontes du groupe Canal Plus, comme le directeur Maxime Saada, et le patron de C8 Franck Appietto, estimaient avoir fait leur part du travail, avec la présentation d'un dossier jugé solide lors des auditions de l'Arcom visant à renouveler leur fréquence TNT. Selon *le Parisien*, des membres de l'entourage de l'animateur Cyril Hanouna se rêvaient même en conseillers de l'Arcom, grâce à la victoire espérée du Rassemblement national et l'arrivée de Jordan Bardella à Matignon. Il n'en est finalement rien.

« LA FIN DE L'IMPUNITÉ TOTALE »

À l'arrivée, l'équipe d'*On marche sur la tête* s'est vu intimer par l'Arcom de respecter ses obligations en termes de *« pluralisme »* et *« d'honnêteté »*. Le RN n'est arrivé qu'en troisième position aux dernières législatives – derrière le Nouveau Front populaire et la coalition présidentielle – et le régulateur de l'audiovisuel a fait un choix historique : ne pas renouveler les fréquences de NRJ12... et de C8. *« Nous avons franchi une première étape avec la fin de l'impunité totale »*, se réjouit Aurélien Saintoul, député de la France insoumise et auteur du rapport issu de la commission d'enquête sur la TNT lancée par l'Assemblée nationale.

C'est donc dans un contexte tendu que Cyril Hanouna et sa bande reprennent l'antenne. D'autant plus que, malgré la perte de la fréquence TNT, C8 doit respecter les obligations inscrites dans sa convention jusqu'à la fin. Les mises en demeure et les amendes émises par l'Arcom peuvent donc continuer de pleuvoir. Malgré tout, *« il faut s'attendre à ce que TPMP soit instrumentalisée pour régler des comptes avec tous les détracteurs du groupe Bolloré*, estime l'historien des médias Alexis Lévrier. *Et puis, il y a énormément d'heures de production contractuelle en jeu, donc Hanouna va devoir se démultiplier. »* Preuve en est, la chaîne a balayé sa promesse d'une diffusion de *TPMP* avec un différé de 15 à 45 minutes, en réaction à la décision de l'Arcom. L'émission sera donc de retour en direct.

De plus, Cyril Hanouna va exploser son temps de présence médiatique hebdomadaire. En plus de *Touche pas à mon poste* et d'*On marche sur la tête*, deux quotidiennes, l'animateur présentera aussi *Face à Hanouna*, deux émissions enregistrées et diffusées les samedis et dimanches. Et le programme diffusé en préambule de *TPMP* devient *Pascale, Éric, Yann et les autres*, en référence à ses têtes d'affiche : Pascale de La Tour du Pin, Éric Naulleau et Yann Moix. Aurélien Saintoul le sent : *« C'est une bataille politique qui s'annonce, même s'ils prétendent le contraire. »*

TOM DEMARS-GRANJA

Sur la Côte vermeille, un Petit Festival en équilibre

ÉVÉNEMENT Le 27 août, s'est achevée la 4e édition d'une manifestation répartie dans quatre communes des Pyrénées-Orientales. Un projet mené par Razerka Ben Sadia-Lavant, sur un territoire majoritairement conquis à l'extrême droite. Un exploit en soi.

Pyrénées-Orientales, envoyé spécial.

Sur les tréteaux dépliés, une bougie allumée et un tabouret vide, mais c'est au pied de la scène, juste devant le public, à une table encombrée de livres que se postent les comédiens Valentine Catzéflis et Matthieu Marie. Voilà une image qui parle pour tout le Petit Festival de la Côte vermeille : au surplomb de la scène, préférer une immédiateté horizontale, et faire entendre à cru des mots cueillis dans les pages.

« Il faut des artistes de qualité pour en arriver à cette immédiateté », loue Razerka Ben Sadia-Lavant, directrice de la manifestation. Ici, les deux comédiens, admirables, en sont la preuve. Ils portent haut les fragments de Molière, Kafka et Pessoa avec un mélange de profondeur et d'espièglerie. En art et en théâtre, les évidences cachent souvent des petits exploits, et ce festival d'art et de sciences qui mélange spectacles et conférences sur une zone minée par l'extrême droite, dans le deuxième département le plus pauvre de métropole, les Pyrénées-Orientales, pourrait bien en être un.

À quelques kilomètres, Perpignan est devenue, en 2020, la plus grande ville dirigée par un maire RN, et les quatre circonscriptions du département ont viré au brun lors des législatives de juin. *« L'extrême droite fait le travail pour diffuser sa pensée »*, *constate* Razerka Ben Sadia-Lavant, aux côtés de Delphine Debord, son bras droit à la tête du festival. *« Pour nous, il s'agit d'occuper le terrain. On n'agit pas de front contre les idées du RN, mais la programmation déploie des valeurs d'ouverture à l'altérité contraires à son fondement idéologique. »*

JEANNE D'ARC EMBAUCHÉE AVEC IMPERTINENCE ET LIBERTÉ

Cinq jours durant, itinérant entre Collioure, Port-Vendres, Cerbère et Banyuls-sur-Mer dans une ambiance qui abolit la hiérarchie entre les publics et les artistes, le Petit Festival réfléchit et joue, impertinemment et librement, imposant son désordre loin de la culture figée voulue par les réactionnaires. Le public passe de la pièce *Fin de partie*, de Beckett, mise en scène par Jacques Osinski avec Denis Lavant, à la superbe *Nuit des temps*, de Pascal Cesari et Liora Jaccottet, enquête sur l'homosexualité supposée d'un oncle disparu. On enchaîne avec une conférence sur la sociologie du désir et une pièce créée sur mesure par Bruno Bouché, où deux danseurs du ballet de l'Opéra national du Rhin s'accrochent et se relâchent, éperdus et passionnés. Puis, la compagnie perpignanaise Troupuscule corrige le mythe de Blanche-Neige dans une parodie déjantée pour en désamorcer le sous-texte patriarcal.

Pour clore l'édition, Razerka et sa fille, Cham Lavant, font monter sur scène tous les artistes du festival dans une lecture théâtralisée de *Jeanne d'Arc*, d'après le très beau texte de 1925 de l'auteur audois Joseph Delteil. La Pucelle d'Orléans, devenue symbole de l'extrême droite, n'est pas une figure anodine, mais ici, elle prend des couleurs nouvelles. Lorsque sa naissance est annoncée, on voit Denis Lavant porter son petit-fils de quelques mois sur scène. Sonya Mellah et Inès di Folco chantent en arabe et Mahdokht Karampour joue du santour. Le résultat a des airs de fête joyeuse et irrévérencieuse. Loin, très loin des récupérations nationalistes : voilà où mène cet itinéraire le long de la Côte vermeille.

SAMUEL GLEYZE-ESTEBAN

LA CHRONIQUE THÉÂTRE DE JEAN-PIERRE LÉONARDINI



Au Garage, on fait le plein de sens

Le dernier festival de l'été a lieu à Cosne-sur-Loire (Nièvre), au Garage Théâtre qu'animent avec vaillance Jean-Paul et Lou Wenzel (1). La cinquième édition a été ouverte par Jade Duviquet. Elle a adapté et mis en scène *Rapport pour une académie*, de Kafka. Cyril Casmèze, prodigieux acteur animalier, se met dans la peau du chimpanzé « civilisé » qui la ramène. Parfois, la nature reprend ses droits. Alors, avec feu, l'acteur, infiniment souple, expressif, retourne à la plus bouleversante singerie... Lilian Derruau (alias Wally, chanteur humoriste en sa vie antérieure) a proposé *Ma distinction*. Fils d'un ajusteur, il se livre lui-même, dans un exercice d'autobiographie précoce, à un ajustement de sa transition de classe vers la condition d'artiste. C'est drôle avec tact, au nom des siens et de ce qu'il est devenu, sous le parrainage revendiqué de Bourdieu.

Ethnomusicologue d'un soir doté du sens de l'humour, Jean-Jacques Lemêtre (quarante-six années au Théâtre du Soleil), sosie de Merlin l'Enchanteur, a révélé maints instruments venus d'ailleurs et de très loin dans le temps. Il en a tiré des sons inouïs, qu'on garde encore dans l'oreille. Dans *Extra visibilia*, Céline Gayon, d'une beauté de cariatide enfin délivrée, dansait la naissance du mouvement, tandis que Sylvie Cairon exécutait, à main levée, une fresque monumentale, archaïque et moderne.

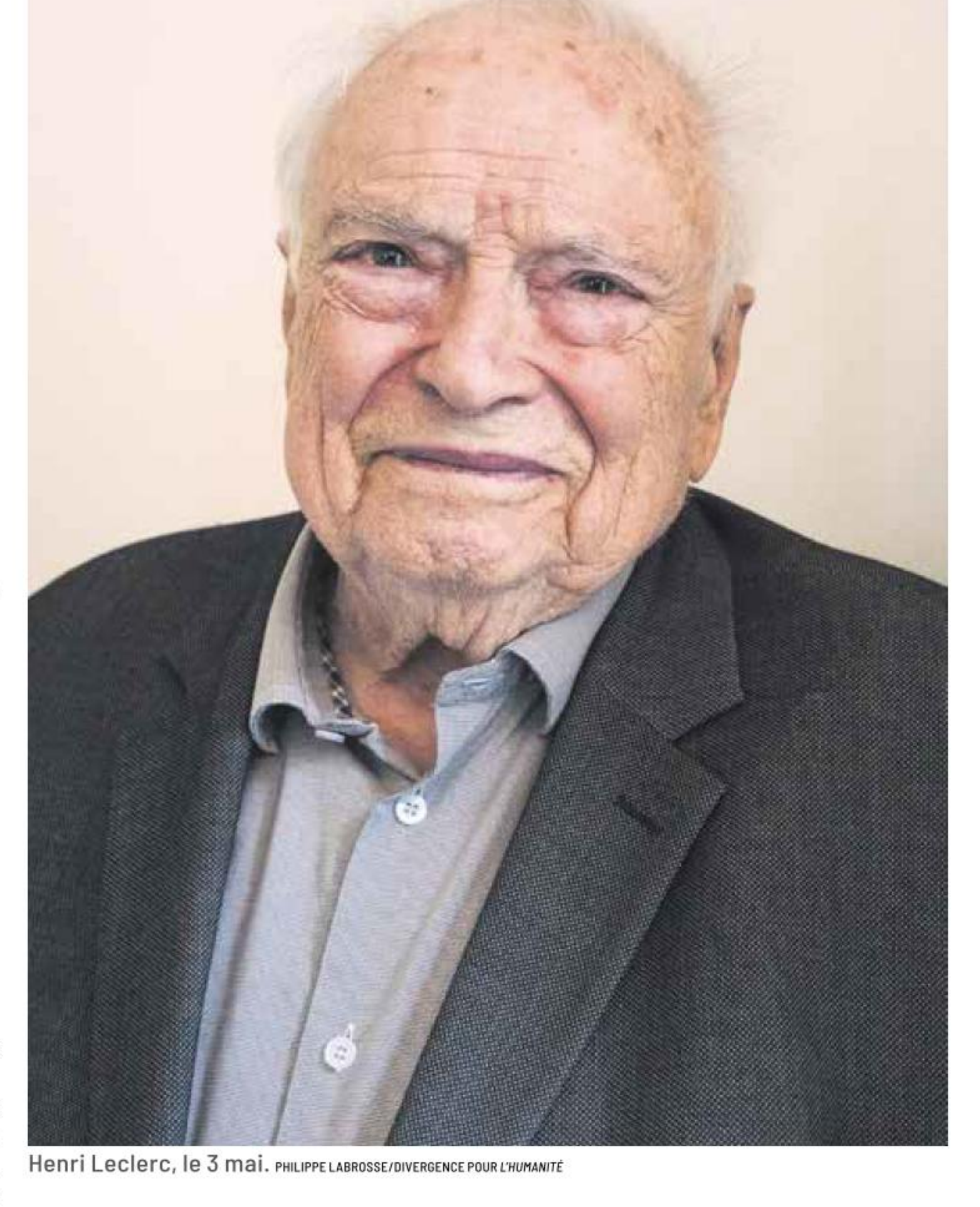
Denis Lavant, de tout son être de vif-argent, s'est emparé, sous l'œil de Laurent Laffargue, du roman de Pär Lagerkvist, *le Nain*. Son génie d'acteur fait briller, tel un diamant noir, les facettes du Mal chimiquement pur. Hammou Graïa a dû clore les réjouissances avec *les Coloniaux*, d'Aziz Chouaki, dans la mise en scène de Jean-Louis Martinelli. En une langue quasiment swinguée, c'est un monument de verbe en l'honneur des soldats nord-africains jetés dans la tuerie de 14-18 pour le compte de la France. Les « surprises du jardin » n'ont pas manqué de sel : lecture d'extraits de *l'Homme de main*, pièce de Wenzel dans l'ombre de Simenon, une ode en prose de Moni Grégo en souvenir de Marilyn Monroe, Ziza Pillot égrenant les chroniques douces-amères de Jane Sautière dans *Tout ce qui nous était à venir* (éditions Verticales)... Parti avant la fin, je me suis laissé dire que dans leur « surprise » intitulée *Ça va trinquer !*, Jean-Pierre Bodin et François Chattot allaient envoyer loin le bouchon pour évoquer le très discret milliardaire du pinard.

(1) C'était du 26 août au 1er septembre, au Garage Théâtre, 235, rue des Frères-Gambon, Cosne-sur-Loire (58), tél. : 03 86 28 21 93, le.garage.theatre@gmail.com et www.garagetheatre-ami-fr

l'Humanité
LUNDI 2 SEPTEMBRE 2024.

Henri Leclerc, une vie d'humanité et de combats

DISPARITION Militant, humaniste, engagé, le dernier des grands pénalistes est mort, samedi, des suites d'un accident vasculaire cérébral. En mai, il avait accordé à *l'Humanité magazine* un très long entretien.



Henri Leclerc, le 3 mai. PHILIPPE LABROSSE/DIVERGENCE POUR *L'HUMANITÉ*

Avec la mort d'Henri Leclerc s'éteint une voix. Et quelle voix. Chaude et profonde, parfois grondante, souvent amicale. La voix des opprimés, des mal-aimés, des révoltés. Celle des condamnés d'avance pour qui la robe noire de l'avocat est, à l'audience, l'unique rempart. La voix d'un humaniste, infatigable héraut de la liberté, adversaire résolu de la bêtise et des injustices. Celui que ses confrères n'appelaient plus que par son prénom, « Henri », tant sa figure était devenue familière, venait de fêter ses 90 ans et, après la mort de son ami Robert Badinter, était le dernier géant du barreau, l'ultime représentant d'une génération de pénalistes marqués par la guerre et son cortège d'horreurs.

Une figure de l'engagement. Engagement contre la peine de mort, d'abord. Qu'elle soit infligée à l'ancien chef du gouvernement de Vichy, Pierre Laval, ou qu'elle touche des criminels de droit commun, Henri Leclerc combattra toute sa vie la peine capitale. Engagement contre le colonialisme, aussi – il défendra notamment, dès 1956, des militants algériens du FLN et du MNA puis, devant la cour de sûreté de l'État, les indépendantistes guadeloupéens. Contre les quartiers de haute sécurité – Roger Knobelspiess, qui en fut la figure, compte parmi ses clients. Contre tout ce qui accompagne et justifie les abus du pouvoir : après avoir incarné pendant cinq années la Ligue des droits de l'homme (LDH), Henri Leclerc en était resté le président d'honneur.

Mère catholique, père agnostique, ses parents – tous deux enfants d'instituteurs – l'auraient bien vu devenir magistrat. À 18 ans, alors qu'il s'est lancé dans des études de droit, Henri hésite. Les colères ne manquent pas. La politique l'attire. Aux côtés de Michel Rocard, de quinze ans son aîné, il fait le coup de poing contre Jean-Marie Le Pen et ses nervis. *« La justice s'agitait dans ma tête »*, écrira-t-il plus tard (1). Décidé à la voir à l'œuvre, il pousse un jour la porte du palais de justice et assiste à un procès d'assises.

À SIX REPRISES, IL A ÉVITÉ LA GUILLOTINE À SES CLIENTS

Dans le box, un meurtrier que tout accable. *« Il y avait bien longtemps qu'il ne relevait plus la tête »*, décrit Henri Leclerc. C'est là que se produit le déclic. *« Un grand escogriffe vêtu de noir »* se lève, pose sa main sur celles de l'accusé, défie la cour du regard. *« Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là ! »* tonne-t-il. L'étudiant en droit sent monter les larmes. C'est décidé : il sera avocat. Henri Leclerc portera la robe pendant soixante-dix ans et, à travers la SCP d'Ornano qu'il met en place avec un groupe d'amis, embrassera toutes les luttes sociales et parviendra, pendant des années, à se rendre accessible aux plus démunis. Il y rencontre Jeanne, dont il tombe amoureux, s'occupe de son divorce et l'épouse dans la foulée. Ils auront ensemble deux filles.

> Sa douceur bonhomme pouvait se muer en exhortations rageuses.

À six reprises, Henri Leclerc a défendu des clients contre lesquels la peine de mort a été requise. À six reprises, il leur a évité la guillotine. *« À chaque fois, j'ai fait appel à l'humanité des jurés »*, explique-t-il. Voir Henri Leclerc plaider aux assises, c'était assister à une opération à âme ouverte. Sa douceur bonhomme pouvait se muer, à l'audience, en exhortations rageuses. De sa voix dont il maîtrisait chaque inflexion, il rappelait chacun – jurés, magistrats, accusé – à la seule chose qui, au fond, fait le sel de la vie : la fraternité. Des générations de robes noires lui doivent leur vocation.

« Être avocat, qu'est-ce que c'est ? » lui avait-on demandé (dans *l'Humanité magazine* n° 907, du 30 mai 2024) alors que se profilait son ultime anniversaire. *« C'est aimer l'homme malgré lui, avec ses failles, ses imperfections »*, nous avait-il répondu, le sourcil en bataille, la cravate de travers, sa lourde silhouette appuyée à une canne. Entier, généreux comme à son habitude, il dénonçait la surpopulation carcérale, l'absence de réflexion sur le sens de la peine, l'approche purement policière de l'immigration. Les élections européennes étaient proches et la montée de l'extrême droite paraissait inéluctable. *« Où avons-nous failli ? »* s'interrogeait-il, confiant ses inquiétudes, évoquant ses petits-enfants. Quelques semaines plus tard, alors que le premier tour des élections législatives anticipées venait de confirmer le succès du RN, l'ancien avocat parlait de son *« désespoir »* à nos confrères de Mediapart. *« La présidence socialiste puis la présidence Macron ont cédé sur les principes fondamentaux,* avançait-il. *On ne peut pas reprocher à un peuple qui voit pleuvoir les dividendes sur quelques individus quand il ne parvient pas à boucler ses fins de mois d'être en colère. »*

L'optimisme, chez Henri Leclerc, n'était jamais loin. Il avait des projets. Pensait écrire un livre. Savait pouvoir compter sur les syndicats, la société civile, le monde associatif. *« Nous ne sommes pas morts,* avait-il ajouté. *La situation est difficile, certes, mais on peut se battre. »* ■

ELISABETH FLEURY

(1) *La Parole et l'action,* d'Henri Leclerc (Fayard, 2017).

Venez découvrir les visites insolites que le groupe SNCF organise dans chaque région de France sur le site patrimoine.sncf.com

JOURNÉES
EUROPÉENNES
DU PATRIMOINE





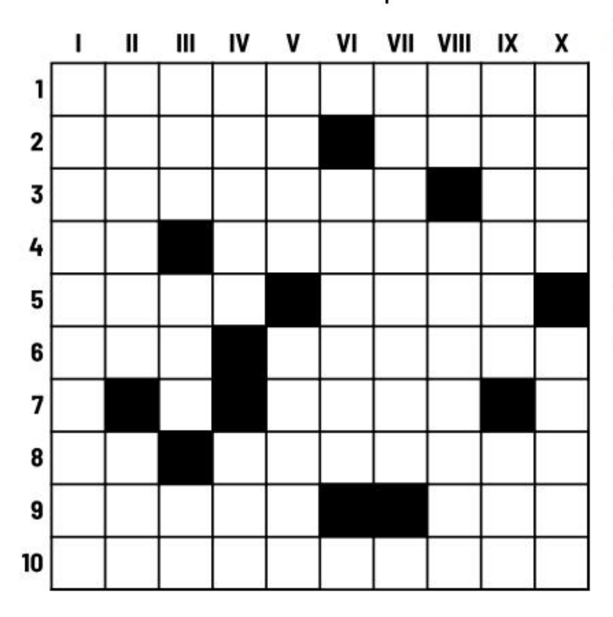


Carnet

Elizabeth Van der Heyden est décédée à l'âge de 88 ans. Amie de Dulcie September, comme elle, elle était née en 1935 au Cap (Afrique du Sud), et les deux femmes étaient métisses, enseignantes et camarades de lutte. Elles avaient rejoint le National Liberation Front et furent arrêtées avec d'autres militants en juillet 1963. Betty fut la première femme détenue en isolement cellulaire pendant quatre-vingt-dix jours. Les deux femmes furent accusées d'avoir comploté contre le gouvernement sud-africain et de sabotage au cours du procès en novembre 1964. Betty fut condamnée à dix ans de prison, Dulcie à cinq ans. Betty réussit à faire des études par correspondance d'anglais et de psychologie. À sa sortie de prison et des cinq années d'assignation à résidence, elle fut enseignante pendant vingt-deux ans. Elle a témoigné de son amitié avec Dulcie dans la pièce de théâtre *Cold Case : Revisiting Dulcie September*, en 2014, et, en 2022, dans le documentaire *Murder in Paris*. Avec elle disparaît une grande figure de la lutte contre l'apartheid. Ses obsèques auront lieu au Cap.

L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

MOTS CROISÉS N°24 017 par Martial Dubois



HORIZONTALEMENT
1. Relatif à la production de cellules femelles. **2.** Vin blanc espagnol. Profilé de métal. **3.** Gaz de combat. Lire dans le passé. **4.** Chrome. Plante appelée aussi citronnelle. **5.** Mont grec. Pont de Paris. **6.** Proche de la fin. Vivacité dans l'action. **7.** Fête de la nativité. **8.** Crack. Pratique une entaille dans une pierre pour permettre l'assemblage. **9.** Ruban d'ornement. Holà. **10.** Caractère d'une œuvre énigmatique.

VERTICALEMENT
I. Découpage des métaux au chalumeau. **II.** Messes avant complies. Tamis de crin. **III.** Bœuf sauvage. Récipient de laboratoire. Drame lyrique japonais. **IV.** Homme d'État espagnol. Au soleil levant. **V.** Vaste continent. Douze mois. **VI.** Dieu aztèque de la pluie. **VII.** Coussin de nuit. **VIII.** Intelligence artificielle. Tribus. **IX.** Fibre textile légère. Petit pâté impérial. **X.** Sortie des urnes. Horoscope lorsqu'il est astral.

SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Ovulatoire. **2.** Xérès. Rail. **3.** Ypérite. Lu. **4.** Cr. Mélisse. **5.** Oeta. Alma. **6.** Usé. Allant. **7.** Noël. **8.** As. Encrâne. **9.** Ganse. Hem. **10.** Ésotérisme. **VERTICALEMENT. I.** Oxycoupage. **II.** Vêpres. Sas. **III.** Ure. Têt. Nô. **IV.** Lerma. Est. **V.** Asie. Année. **VI.** Tlaloc. **VII.** Oreiller. **VIII.** IA. Smalahs. **IX.** Rilsan. Nem. **X.** Élue. Thème.

l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès
Directeur Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance.
Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957)
Capital social 3 000 000 euros
Siège social 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.
E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance.
Olivier Valentin, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ;
Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ;
Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ;
Silvère Magnon, directeur des développements
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président
Actionnaires principaux SAS Fonds d'Humanité, Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité
Impression POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du jeudi 29 août 35 280 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne – 60% ou 100 % de fibres recyclées – IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.













Comment faire face au coût de la rentrée scolaire? (1/2)

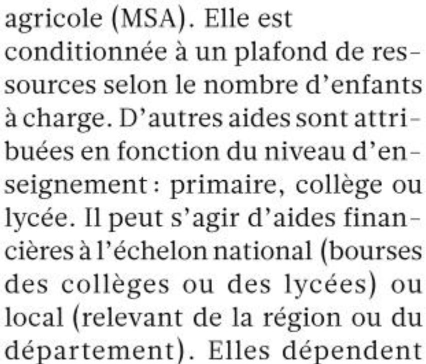
Entre achat de fournitures, logement et alimentation, les dépenses sont importantes. Accéder à l'éducation oblige ainsi les familles ou les jeunes à faire des sacrifices financiers.

Obtenir des aides relève du parcours du combattant. Elles sont particulièrement inégalitaires et renvoient chacun à sa propre responsabilité.



CHRISTIAN KHALIFA
Président
de l'Indecosa-CGT

Diverses aides peuvent être accordées pour aider les familles à faire face aux dépenses de scolarité et de vie scolaire. La plus connue est l'allocation de rentrée scolaire (ARS) versée par la Caisse d'allocations familiales (CAF) ou la Mutuelle sociale agricole (MSA). Elle est conditionnée à un plafond de ressources selon le nombre d'enfants à charge. D'autres aides sont attribuées en fonction du niveau d'enseignement : primaire, collège ou lycée. Il peut s'agir d'aides financières à l'échelon national (bourses des collèges ou des lycées) ou local (relevant de la région ou du département). Elles dépendent des revenus.



Les frais liés à la restauration scolaire peuvent être pris en charge, toujours selon les revenus, par les collectivités locales ou la CAF, en partie ou en totalité. L'inscription à une activité sportive peut être facilitée par le passe sport. Dans le cadre des réductions d'impôt liées à la famille, les familles peuvent prétendre, sous certaines conditions, à une réduction d'impôt sur le revenu : 61 euros pour un collégien, 153 euros pour un lycéen et 183 euros pour un étudiant.

Si le gouvernement et les médias mettent en avant l'ensemble de ces dispositifs comme autant de solutions pour réduire les frais de rentrée scolaire et de scolarité, force est de constater qu'ils présentent de très importantes insuffisances et peuvent être largement critiqués. Ainsi, ils sont fonction des revenus et écartent, de fait, les couples avec deux salaires au Smic. La dépendance aux revenus pour l'accès à ces différentes aides suppose pour les familles, d'une part, la recherche d'information et, d'autre part, la constitution de dossiers avec de nombreux justificatifs, ce qui représente un véritable parcours du combattant. Il s'agit donc d'aides parcellaires et humiliantes.

Le droit à une réduction d'impôt pour frais de scolarisation est particulièrement injuste et inégalitaire, puisqu'il ne concerne que les contribuables ; les moins favorisés en sont écartés. Le site du ministère de l'Économie et des Finances présente son dispositif en titrant *« Rentrée scolaire : quelles sont les aides à votre disposition ? »*, ce qui ne saurait mieux renvoyer à la responsabilité de chacun !

Pour Indecosa-CGT, il est inadmissible de laisser les plus démunis mais aussi les classes moyennes dans les difficultés pour assumer la scolarité de leurs enfants.

> Il est inadmissible de laisser les plus démunis mais aussi les classes moyennes dans les difficultés pour assumer la scolarité de leurs enfants.

Seule une éducation publique et gratuite peut permettre l'accès à l'éducation pour tous et chacun. Pour Indecosa-CGT, la rentrée scolaire n'est qu'une difficulté financière de plus. Nous revendiquons une hausse des salaires et minima sociaux à la hauteur des besoins et le blocage des prix sur les produits de première nécessité. ■

La politique du président de la République actuel a précarisé les étudiants. Ils sont abandonnés par l'État, qui refuse de leur donner les moyens de s'émanciper.



HANIA HAMIDI
Secrétaire générale
de l'Unef

Cette rentrée universitaire marque une nouvelle augmentation du coût de la vie pour les étudiant·e·s de 2,25 %. Cette hausse continue depuis des années et le nombre d'étudiant·e·s précaires grandit sans cesse. Dans ce contexte, la ministre démissionnaire de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ESR) décide d'augmenter de 2,96 % les frais d'inscription, et de 3 % la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC). Cette situation survient juste après l'échec de la réforme des bourses, une réforme qui reste très éloignée des revendications majoritaires exprimées lors des dernières réunions du Cnous en proposant des changements marginaux et laissant les étudiant·e·s face à un système inégal et insuffisant, alors même que la ministre l'avait présentée comme une réforme structurelle.



En effet, depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, les étudiant·e·s n'ont jamais connu une telle situation : au-delà d'une sélection sans précédent et d'une privatisation progressive de l'ESR, son bilan se résume à une jeunesse de plus en plus précaire, abandonnée par un État qui refuse de lui donner les moyens de s'émanciper. Alors qu'il avait annoncé en 2017 la création de 60 000 nouveaux logements Crous d'ici à 2022, en cette rentrée 2024, seuls 8,8 % ont été construits. De même, alors que son gouvernement avait promis un investissement de 500 millions d'euros dans la jeunesse, seuls 222 millions ont réellement été investis. Le mépris de Macron vis-à-vis de la jeunesse se traduit par une hausse du coût de la vie de 27,76 % depuis son arrivée au pouvoir.

> Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, le coût de la vie de la jeunesse a connu une augmentation de 27,76 %.

Pour pallier la précarité étudiante qui continue d'augmenter chaque année, l'Unef revendique le retour du repas à 1 euro pour tou·te·s les étudiant·e·s, boursier·e·s et non boursier·e·s, afin de les sortir de la précarité alimentaire qui ne cesse de croître avec l'inflation. Aujourd'hui, un·e étudiant·e sur deux doit sauter un repas par jour.

La mise en place d'un statut d'étudiant·e est une revendication historique de l'Unef, visant à permettre à tou·te·s les jeunes d'accéder à l'enseignement supérieur sans que leur situation sociale ne constitue un frein. L'étudiant·e doit bénéficier d'un statut social protecteur, le reconnaissant comme un·e jeune travailleur·se intellectuel·le, assorti de droits et de devoirs, comme le prévoit la charte de Grenoble. Ce statut devrait, à terme, permettre la mise en place d'une allocation d'autonomie de 1 158,70 euros par mois pour favoriser l'émancipation de la jeunesse. Pour faire pression sur le gouvernement et investir dans le système des bourses ainsi que dans le service public du Crous, afin de sortir la jeunesse de la précarité et de lui donner les moyens de s'émanciper et d'accéder au plus haut degré de formation quelle que soit sa condition sociale, elle doit être le moteur de cette revendication à travers un outil qui réussit à former, organiser et mener ces mobilisations : le syndicalisme étudiant. ■

LES GRANDS CONCERTS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ



Marianne Oswald

Avec l'avènement du Front populaire, la Fête de l'Humanité s'ouvre aux artistes de la chanson. Née allemande en Moselle, elle sera l'une des toutes premières à offrir au public un récital au contenu forcément indocile.

« Les fascistes poursuivent Marianne Oswald de leur haine parce qu'elle dit la vérité », écrivait Aragon. SASHA STONE/ULLSTEIN BILD/ GETTY IMAGES

En 1937, la jeune Fête de l'Humanité se mesure au succès qui a transformé, après le Front populaire, un rendez-vous militant champêtre en grand rassemblement populaire culturel et politique. Accueillant 300 000 visiteurs l'année précédente, la Fête se densifie et s'ouvre à des artistes de music-hall, qui viennent compléter une offre culturelle et musicale produite par des amateurs, jusque-là principalement incarnée par la Chorale populaire de Paris dirigée par le chef d'orchestre Georges Desormière. Chanteuse très appréciée de l'intelligentsia de gauche, Marianne Oswald en est l'invitée. Difficile aujourd'hui de retrouver la trace documentée de ce passage, qui inaugure pourtant la longue liste des artistes de la chanson accueillis sur la Fête de l'Humanité. À quoi pouvait bien ressembler ce récital ? Mais d'abord, qui est Marianne Oswald ? Née le 9 janvier 1901 en Moselle, à Sarreguemines, dans une région occupée par l'Allemagne, la jeune Sarah Alice Bloch chante à Munich puis écume les cabarets berlinois avant que le péril nazi ne conduise la jeune juive à se réfugier à Paris. Elle y trouve vite une place de choix au sein de la scène artistique où sont remarqués son accent singulier et le parlé-chanté qu'elle a rodé sur les chansons de Bertolt Brecht et Kurt Weill. Depuis le début des années 1930, ses enregistrements pour Columbia lui confèrent un statut d'artiste de renom. C'est sans doute ce qui lui vaut l'inimitié féroce de certains journaux de droite qui couvent un antisémitisme nauséabond.

MARQUÉE PAR L'EXPRESSIONNISME ALLEMAND

Invitée par Jean Wiener et Clément Doucet au Bœuf sur le toit, elle est également adoptée par Jean Cocteau, Emmanuel Mounier, Max Jacob et bien d'autres, avant de rencontrer le groupe Octobre et les frères Prévert. Héritière de la chanson réaliste et marquée par l'expressionnisme allemand, elle ne fait pas de quartier quand elle chante. Elle cogne et ne recule pas devant des thèmes difficiles, notamment d'envergure sociale. Devant les aboiements de la droite, Aragon écrira : *« Les fascistes poursuivent Marianne Oswald de leur haine parce qu'elle dit la vérité. »* La foule qui se masse à Garches, le dimanche 5 septembre 1937, la connaît sûrement au moins de nom : elle est allée quelques mois plus tôt chanter devant les ouvriers de Citroën, au quai de Javel, et s'est produite à l'Alhambra. Avec Joseph Kosma, elle prend à bras-le-corps les chansons de Prévert, dont la terrible *Chasse à l'enfant*. Ses déboires conjugaux – jusqu'à une tentative de suicide en février 1937 – et les incroyables tracasseries pour obtenir la nationalité française n'entament pas sa résolution à chanter. C'est donc une grande artiste de son temps, immédiatement reconnaissable à sa tignasse rousse, qui s'avance sur le plateau de la Grande Scène. Qu'y a-t-elle chanté ? Sans doute les grandes chansons de son répertoire : *la Dame de Monte-Carlo*, *Mes sœurs n'aimez pas les marins*, *Embrasse-moi*, *Anna la bonne* (effrayante histoire d'une bonne qui tue sa maîtresse parce qu'elle est trop gentille), *Appel*, *le Jeu de massacre*, *l'Émigrante* et *les Soutiers*. Ajoutons sans doute des textes de Brecht sur des musiques de Hanns Eisler, présentes sur toutes les lèvres à l'époque, en France comme en Espagne où tonne la guerre. ■

1937

EDGARD GARCIA

Demain : Charles Trenet, 1938. Retrouvez cet épisode sur **www.humanite.fr**